

HISTOIRE EUROPEENNE ET MONDE ARABE

Serge Thion

Le texte ci-dessous était destiné à constituer l'avant-propos de l'édition arabe du livre Vérité historique ou vérité politique ? programmée pour la fin de l'année 1982. Ce projet d'édition, et la traduction en arabe de l'ouvrage, avaient été entrepris par un petit groupe de militants libanais sans que les auteurs et l'éditeur en aient été avertis, sinon au dernier moment, alors que la traduction était en cours. Cet avant-propos a été proposé par Serge Thion, et accepté. Le livre devait sortir à Beyrouth lorsque se produisit l'intervention israélienne au Liban. Tout le matériel d'impression a été détruit, la traduction perdue, dans des conditions que nous n'avons pu reconstituer précisément, le petit groupe qui avait pris l'initiative de cette publication ayant été dispersé dans la tourmente.

Mille fois, on aura répété dans la presse, dans les prétoires, à la radio, que l'affaire Faurisson était une machination contre Israël et une façon détournée de promouvoir la cause palestinienne. M. Pierre-Bloch, président de la LICRA qui poursuivait alors Faurisson en justice, est venu dire à la radio (Europe 1, émission *Expliquez-vous !* d'Ivan Levaï, 17 décembre 1980) qu'il avait sur son bureau les éditions des œuvres de Faurisson dans beaucoup de langues, dont le chinois, et que tout cela était payé par l'or

de Qadhafi. Dans la logique des défenseurs inconditionnels d'Israël, il faut que toutes les difficultés que rencontrent Israël et les sionistes dans leur action émanent d'un centre unique, voué sans doute depuis la destruction du Temple à la destruction du « peuple » juif lui-même. Selon les époques, l'aspect diabolique de ce centre est changeant mais il est toujours possible de le nommer. Ce fut, à son époque, Hitler. Mais depuis sa disparition il a fallu peindre en Hitler ceux qui succédaient dans la peau du diable : Abdel Nasser, Qadhafi...

L'avocat de Faurisson, Maître Eric Delcroix, avait malicieusement demandé par voie judiciaire à M. Pierre-Bloch de produire les documents qu'il prétendait détenir. Le menteur ne pouvait se réfugier que dans le silence. Il nous faut donc dire les choses exactement comme elles sont. L'affaire Faurisson, qui a commencé à faire parler d'elle à la fin de 1978, n'a eu, jusqu'au moment où j'écris ces lignes, en janvier 1982, presque aucun retentissement dans le monde arabe (1). Ce livre pourra, je le souhaite, la faire connaître et provoquer quelques réflexions, ce qui est son seul but, parmi les milieux arabes qui s'intéressent à la critique des idéologies contemporaines, car les réactions à cette affaire illustrent plusieurs mécanismes idéologiques qui ne sont pas sans importance.

J'avais tenu au courant des développements de cette affaire certains amis arabes, tout comme je l'avais fait avec des amis américains, allemands, anglais, japonais, etc. Il m'a été rapporté que mon livre a été ainsi examiné par certaines personnes de l'Institut des études palestiniennes mais qu'ensuite les choses en sont restées là. Comme cela arrive pour n'importe quel livre, un éditeur installé sur la place de Beyrouth s'y est ensuite intéressé et en a décidé la publication. Je suis au regret de dire à M. Pierre-Bloch que tout s'est passé dans les règles du commerce et de la courtoisie, et que nous n'avons toujours pas vu la main

(1) Au cours de l'été 1981, quelques articles dans la presse libanaise et dans le magazine *Doha*, publié dans le Golfe, ont rendu compte des procès faits à Faurisson à Paris. On en trouve une autre brève évocation dans l'influent hebdomadaire *Al Hawadess* (01-01-1982), publié à Londres, qui ajoute ce commentaire : « Après cela, on ne s'étonne pas des déclarations de Claude Cheysson en Israël. »

griffue du diable. Voilà une rencontre qui n'eût pourtant pas manqué d'intérêt.

Il y avait néanmoins quelque chose de vrai dans la paranoïa des attaques lancées contre Faurisson et ceux qui comme moi ont contribué à rendre publique la discussion de ses thèses : ce grain de vérité est qu'il existe des rapports entre le sort tragique de nombreux juifs européens au cours de la dernière guerre mondiale et la question centrale du Moyen Orient, le conflit entre Israël et les pays arabes. Puisque ce livre porte ma signature, je voudrais profiter de cette occasion pour dire comment je comprends les rapports entre ces deux questions, et pour dire aussi quel usage je souhaite qu'il soit fait de ce livre dans les pays arabes.

On me comprendra peut-être mieux si je raconte comment j'ai abordé la question palestinienne. J'avais dix-neuf ans. Ce ne sont pas les événements qui m'ont obligé à réfléchir à ces problèmes lancinants, mais une certaine disposition à apprendre de la vie, des rencontres et des circonstances. J'ai relaté cette petite histoire personnelle en 1973 pour un livre sur les Palestiniens qui, finalement, n'a pas pu voir le jour. Je me suis servi de notes et de souvenirs de cette époque. Voici ces pages, telles quelles.

UNE SEMAINE A GAZA

L'été 1961. Le Caire s'aplatissait sous la canicule. La guerre continuait à faire rage en Algérie et les Français, comme d'ailleurs les touristes, étaient rares en Egypte. Au Caire, il flottait dans l'air des relents de fièvre obsidionale. La réforme agraire, le Haut barrage, l'union égypto-syrienne, faisaient les sujets des superbes diatribes d'Abdel Nasser, au sommet de sa gloire. Les mendiants étaient nombreux dans les rues et les flics en uniforme blanc les rudoyaient sans ménagement. Dans la campagne, les fellahs, courbés, répétaient leurs gestes millénaires.

Je prenais parfois un moment pour aller discuter avec le Dr Adel Amer qui dirigeait alors, au ministère de l'information, une revue en langue française appelée *Le Scribe*.

Elle reflétait, avec force détails, les vues officielles dont je pouvais m'instruire dans ma langue. Au détour d'une conversation où je prenais à la légère ses vues sur la question israélienne, il proposa de m'obtenir un visa pour Gaza, ce que j'acceptai avec empressement.

Je partageais ce qui était, je crois, et qui est encore *grosso modo* l'opinion dominante, en France, au sujet d'Israël. Les persécutions européennes ont donné aux juifs le désir de trouver une terre d'asile et de retourner, après dix-neuf siècles de diaspora, vers la Terre promise. Avec habileté et courage, les juifs surent déjouer les intrigues des Anglais et les fourberies des Arabes. Animés d'un bel esprit communautaire, ils ont bâti des kibboutz et fait fleurir le désert. Les juifs, qui avaient tant souffert, avaient bien mérité ça et les ennemis d'Israël étaient des antisémites, complices, conscients ou non, des bourreaux hitlériens. C'était probablement le nœud de l'affaire : on ne pouvait qu'être favorable à Israël puisque l'antisionisme et l'antisémitisme étaient une seule et même chose ; la preuve en était que les juifs eux-mêmes l'affirmaient. N'étaient-ils pas, eux les victimes, les mieux placés pour désigner les antisémites ?

Certes, des voix s'élevaient pour dire que le sionisme était un phénomène colonial mais, par principe, l'assimilation semblait abusive. Quelques éléments, parmi d'autres glanés au Caire, me confortaient plutôt dans mes opinions. Les discours de Choukeiry, le secrétaire général de la ligue arabe, étaient nettement antisémites. On pouvait trouver, chez les bouquinistes, près de l'Opéra, des brochures antijuives, comme le *Protocole des Sages de Sion* (encore réédité à Beyrouth en 1973) dont chacun sait qu'ils sont une grossière invention de la police tzariste. J'avais même rencontré un Allemand bizarre, installé au Caire, qui semblait bien être un ancien nazi. On m'avait parlé aussi du massacre de Deir Yassin, ce village palestinien dont les habitants furent froidement liquidés au cours d'une action militaire israélienne, en 1948. Mais fait-on la guerre sans tuer des gens ? On me parlait enfin des réfugiés palestiniens, mais je soupçonnai qu'il y avait là un nouveau tour de propagande. Le mieux, en effet, était d'aller voir sur place.

Le train traverse le riche paysage du Delta, traverse

l'énorme bourg de Zagazig, atteint Ismaïlia vers onze heures ; on longe le Canal sur une vingtaine de kilomètres. Les résidus de dragage forment un bourrelet continu de dunes, derrière lesquelles défilent les superstructures des bateaux. Ils semblent avancer sur le sable, halés par d'invisibles bras. Puis le train longe la côte. A droite, le désert dont le sable fin enfarine bientôt tous les voyageurs. Le train s'arrête de temps à autre devant un palmier solitaire pour laisser monter quelques bédouins émaciés ou quelques femmes vêtues de belles robes noires et rouges, brodées, ornées de pièces d'argent où je reconnais Napoléon III et la signature ottomane.

Dès que l'on passe El Arish, dernière ville égyptienne, entourée de garnisons, on entre en Palestine et le désert fait insensiblement place à la verdure. Je m'étonne de voir sur la route une 2 CV blanche marquée UNEF. Une délégation d'étudiants français ? Voici deux jeeps, également marquées UNEF, pilotées par de grands Sikhs barbus, armés et enturbannés de bleu. J'apprendrai que ce sont les fameux casques bleus et qu'UNEF signifie *United Nation Emergency Force* (Force d'Urgence des Nations Unies).

Gaza, une grande oasis, une ville minable, avec une grand'rue, bordée de maisons plutôt délabrées, des allées sablonneuses et surtout, les camps. Huit camps qui contiennent chacun entre vingt et cinquante mille réfugiés, des monstres de baraquements alignés, de tentes, de cahutes de toutes sortes, plantées dans le sable. La foule est dense, surtout en fin d'après-midi, après que la chaleur est tombée. Des foules d'hommes s'agglutinent dans les cafés pour jouer au jaquet et écouter *Sawt el Arab*, la puissante radio égyptienne où le moindre bulletin d'information se déclame comme un récit homérique. Je m'aperçois très vite, malgré la foule, que je suis suivi. Pendant les huit jours que j'ai passés dans le *Gaza Strip* (la bande de Gaza, allusion à la forme de ce territoire sans statut politique bien défini), ces flics m'ont sans cesse talonné. J'avais d'ailleurs l'impression très nette qu'ils appartenaient les uns et les autres à des services différents.

Je n'ai réussi qu'une fois à les semer, un après-midi que j'ai passé à parcourir un camp installé sur la plage. Mal m'en prit car au bout de quelque temps, intrigués par

mon manège, quelques jeunes gens me mirent en demeure de leur présenter mes papiers, ce que je refusai tout net. Entourés d'une foule qui grossissait de minute en minute et qui devenait de plus en plus hostile, ils m'emmenèrent au poste de police où je pus enfin m'expliquer tranquillement avec deux jeunes policiers égyptiens. Une barbe naissante ajoutée à l'insolite de ma présence sur la plage du côté de la frontière israélienne m'avait fait prendre pour un espion juif. Pour ma part, j'avais trouvé l'épisode plutôt drôle mais en manière d'excuse le chef de la police du port de Gaza m'invita à dîner. L'homme valait d'être vu : une énorme barrique de graisse, avec des yeux bouffis surmontés d'une casquette. Le repas était à sa mesure plus qu'à la mienne. Quelques grognements et quelques claquements de doigts firent surgir une table chargée d'un plat de riz recouvert de poisson frit, largement suffisant pour nourrir une vingtaine d'hommes solides. J'eus beau l'attaquer avec courage, je n'y fis qu'un trou insignifiant, ce qui m'attira des remontrances paternelles mais fermes de mon convive. Il semblait se dilater encore en ingurgitant le plat par pelletées rapides et précises. L'épreuve se termina par des narguils que nous fumâmes placidement en échangeant pour la dixième fois mes quelques mots d'arabe et ses quelques mots d'anglais.

Plus intéressants quant au fond étaient mes contacts avec les réfugiés. Les autorités locales m'avaient pourvu d'un interprète grâce à qui j'eus bientôt des relations franches et cordiales avec certains Palestiniens. Je l'obligeais à décliner ma qualité de Français, ce qui déclenchait une vive discussion sur le problème algérien. Après quoi, ils racontaient leur pénible expérience, comment, brusquement happés par les opérations militaires, ils n'avaient eu que le temps de s'enfuir avec quelques hardes, comment ils étaient arrivés à Gaza dans le plus grand dénuement, comment ils avaient pensé, au début, pendant des mois, qu'ils allaient pouvoir retourner chez eux. Certains parlaient aussi des manifestations des réfugiés dans les camps en 1949, et des matraquages de la police égyptienne.

Ils se plaignaient de la vie misérable qu'ils avaient dû mener ensuite, de l'absence de dignité élémentaire qu'impliquaient la pauvreté et la promiscuité. La région de Gaza ne pouvait évidemment subvenir directement à leurs

besoins. Cette petite zone assez fertile nourrissait près de cent mille habitants qui sont restés sur place. L'afflux de deux cent mille réfugiés (tenons ces chiffres pour approximatifs) nécessitait une intervention extérieure. Elle a été le fait d'un organisme mis en place en décembre 1949 par les Nations Unies, l'UNRWA (United Nations Relief and Work Agency).

Rapidement l'UNRWA fut amenée à prendre en charge la totalité des besoins matériels de plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban. En 1960, le nombre des réfugiés dépassait très largement le million ; plus de quatre cent mille d'entre eux vivaient dans une cinquantaine de camps répartis dans les quatre territoires frontaliers d'Israël. Ceux-là étaient entièrement dépendants de l'UNRWA qui dépensait la moitié de ses ressources pour la fourniture de rations alimentaires, composées surtout de farine. Quinze cents calories par tête et par jour, cela ne faisait pas beaucoup : tous les camps que j'ai visités, à Gaza et ailleurs témoignent de ces insuffisances nutritionnelles. Comme le disait un médecin, le soleil est là pour protéger du rachitisme ; mais les hôpitaux étaient encombrés de malades typiquement affaiblis par la sous-alimentation.

Pour le reste, l'UNRWA s'occupait de la santé, de l'enseignement et de l'administration des camps. Les réfugiés ont manifesté dès le début un intense désir de voir leurs enfants aller à l'école, seul espoir pour la nouvelle génération de trouver des moyens de vivre autres que l'agriculture, puisque la chance de retrouver des terres était quasiment nulle. Tant bien que mal, l'UNRWA a installé des écoles primaires, secondaires et techniques pour les jeunes nés en exil. Cela ne pouvait résoudre entièrement le problème puisque les débouchés étaient rares sur place : le commerce local et l'administration de l'UNRWA. Il faut donc s'exiler plus loin encore, partir pour les émirats pétroliers, pour l'Europe ou les Etats-Unis, gagner de l'argent que l'on enverra à la famille restée au camp. L'énorme majorité des cadres administratifs et techniques de la péninsule arabe est ainsi formée de Palestiniens « temporairement » immigrés...

Mais tous ne peuvent pas partir. Ceux que je rencontrais à Gaza attendaient, dans le climat énervant des camps,

une chance hypothétique de partir travailler ou continuer des études comme boursiers dans un pays arabe. Pour les adultes, la situation était sans issue. Agriculteurs ou nomades, ils ne savaient que vivre de la terre. La Palestine sous mandat britannique n'était pas le désert qu'une certaine propagande s'est plu à décrire ; elle avait ses régions fertiles et ses cultures d'agrumes. Les Libanais du Sud se souviennent de l'époque où ils étaient considérés comme des pauvres par leurs voisins palestiniens...

La situation économique du monde arabe, au début des années cinquante, n'était pas précisément florissante. Les indépendances récemment gagnées n'avaient pas encore suscité de nouveaux courants économiques. Les Israéliens, qui n'ont jamais déboursé un centime pour assurer la survie des réfugiés, ont toujours accusé les pays arabes de refuser l'intégration des Palestiniens. Mais une étude, même sommaire, de la situation économique de l'époque montre que la chose était impossible, même si l'on suppose que les Etats arabes l'avaient souhaité. Avec le temps et le développement relatif des pays arabes, les deux tiers des Palestiniens ont trouvé (avant la guerre des Six jours) des possibilités de vivre et de subvenir à leurs besoins en dehors des camps.

Pour les autres, surtout ceux de Gaza et de Jordanie, où les ressources de l'économie locale sont nulles, c'est l'oisiveté forcée dans les camps, tarabudée par le lancinant désir du retour vers la terre natale. On le comprenait mieux en marchant en compagnie de quelques réfugiés, à Gaza, le long de la ligne de démarcation. L'un d'eux, tendant le bras vers un groupe de maisons, au loin, disait : « Voila la terre de ma famille, la maison où je suis né. Nous cultivions le tabac jusqu'à ce que les juifs nous chassent de chez nous. Quand reviendrons-nous ? Quand nos enfants pourront-ils retrouver leur foyer ? Nous reprendrons la Palestine parce qu'elle nous appartient. »

Sous une forme ou sous une autre, c'est l'essentiel des discours que tenaient les réfugiés. Une sourde obstination, un désir violent, brûlant, sans concession. Ces déclarations, parfois, n'allaient pas sans une certaine mise en scène : en arrivant dans la salle commune de l'hôpital du camp de Bureij, je fus accueilli par un vif mouvement de curiosité au milieu duquel un malade en pyjama, debout sur

son lit, déclamait l'amère litanie des malheurs qui accablaient le peuple palestinien. Ce discours vibrant était entrecoupé d'applaudissements nourris et de cris enthousiastes. Mais à côté de ce spectacle plus flatteur pour les acteurs que pour son unique spectateur, je rencontrai de jeunes gens soucieux, désespérés, chômeurs, qui tournaient en rond dans leurs quelques kilomètres carrés, travaillés par la fièvre du retour. Ils se sentaient sans avenir et l'idée de mourir pour la patrie leur semblait plus douce que de vivre comme des chiens en cage.

Il arrivait parfois qu'un petit groupe de ces jeunes assaillît une patrouille de Casques bleus, à l'arme blanche, pour leur voler leurs armes. Quelques Suédois et quelques Yougoslaves y ont ainsi laissé leur vie. Avec ces armes, ces *fidda'yin* improvisés pénétraient en Israël et se faisaient vite repérer : autant dire qu'aucun n'en revenait.

Presqu'autant que l'exode de 1948, c'est l'occupation israélienne de 1956 qui avait traumatisé les résidents de la zone de Gaza. Pendant que le socialiste Guy Mollet envoyait ses paras sur Port-Saïd, en liaison avec les troupes anglaises, les Israéliens s'emparaient du Sinaï. Les motivations des uns et des autres étaient complexes et différentes : les Anglais qu'intéressait surtout le Canal que Nasser venait de nationaliser. Les Français croyaient, en frappant l'Égypte, couper la tête de l'insurrection algérienne qui, affirmait-on à Paris, « était inspirée de l'extérieur ». Quant aux Israéliens, ils voulaient contrôler l'abcès palestinien que représentait déjà, sur leur flanc, la zone de Gaza et s'assurer des positions stratégiques sur le Canal et dans le détroit de Tiran, en mer Rouge, par où les bateaux accèdent au port d'Eilath. On sait que les francements de sources, à Washington comme à Moscou, mirent fin à la piteuse équipée franco-britannique. Mais les Israéliens ne voulaient pas lâcher leur morceau. Le 5 novembre 1956, l'Assemblée générale des Nations Unies avait adopté le principe d'une « force internationale d'urgence pour assurer et superviser la cessation des hostilités ». Les Casques bleus durent attendre quatre mois que les Israéliens acceptent d'évacuer la zone de Gaza.

L'offensive et l'occupation avaient fait plusieurs centaines de morts parmi la population des camps. On me montra des photos de charniers découverts après le départ

de l'armée israélienne : des otages, me dit-on, fusillés en guise de représailles. Comment savoir la vérité ? En tout cas, les récits des jeunes Palestiniens donnaient à penser que l'occupation militaire israélienne n'était ni meilleure ni pire que les autres occupations militaires. Qui dit occupation dit résistance et représailles.

Dans le train qui me ramenait au Caire, j'étais pensif. Il me semblait tout-à-coup que ce rêve fabuleux, la création d'un Etat juif qui puisse être un asile sûr pour les persécutés, avait coûté cher. On était loin de cet idéalisme qui s'était déclaré humanitaire. Sur place, l'histoire sentait la poudre et le sang. Des innocents avaient payé, non pas quelques poignées de gens, mais des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. On les avait réduits à la misère, physiologique et morale, pour, disait-on, en soulager une autre, celle des rescapés des persécutions hitlériennes. Manifestement, l'opinion européenne faisait deux poids et deux mesures. Qui se préoccupait du sort d'un million d'Arabes ? Que penser alors de la création d'un Etat fondé sur un tort imprescriptible fait aux habitants du pays ? On ne peut admettre l'entreprise sioniste que si l'on accepte la dépossession des uns par la force des autres. C'est accepter que la force prime le droit, une idée à laquelle j'ai la faiblesse de m'opposer. L'histoire montre jusqu'où elle peut mener...

Même s'ils l'enveloppaient dans des discours incantatoires, le sentiment des réfugiés était fondé sur l'expérience : les événements s'étaient présentés à eux sous la forme d'un canon de fusil dans les reins. Ils ne voyaient pas beaucoup plus loin que cela. Leurs craintes n'étaient pas sans fondements puisque, depuis 1967, ils vivent à nouveau sous la férule de l'armée israélienne. Cette fois-ci, la politique des représailles collectives a été clairement reconnue par les autorités d'occupation.

Quelle solution ? Pour les réfugiés, il n'y en avait qu'une : combattre. Mais tout le monde s'y opposait, les Casques bleus comme la police égyptienne. Une délégation du FLN algérien avait visité Gaza. Au cours d'un grand meeting, Mohamed Harbi avait dit aux Palestiniens de prendre exemple sur les Algériens, de ne compter que sur eux-mêmes, de prendre les armes, en un mot, de prendre en mains leur propre cause. Les officiels égyptiens en

avaient été très fâchés et n'avaient plus invité les Algériens à Gaza. Faute d'organisation, il ne restait que les initiatives individuelles. C'est dans ce terreau où fermentaient la honte et le désespoir que les organisations palestiniennes allaient, quelques années plus tard, prendre racines.

L'opinion occidentale pouvait s'en étonner : pendant longtemps on l'avait tenue dans l'ignorance. A mon retour à Paris, j'avais essayé de publier un article résumant les impressions que m'avait faites mon voyage à Gaza. Sous les prétextes les plus divers, on me le refusa partout, Hector de Galard en disant que *France Observateur* avait publié, la semaine d'avant, un article sur les femmes israéliennes, François Maspero que l'article n'était pas tout à fait dans le style de la revue *Partisans...*(2).

Il fallut attendre 1967, la guerre des Six jours. L'accroissement des activités des fidda'yn était sensible. La responsabilité matérielle en incombait certainement aux gouvernements arabes qui fournissaient aux militants palestiniens les moyens de se battre. Ces mêmes gouvernements arabes accumulaient les rodomontades. Le gouvernement israélien fit entendre des cris d'écorché : les Arabes se disposaient à anéantir Israël. Pour quiconque connaissait quelque peu la situation, la chose était absurde : la disproportion des forces était trop flagrante pour que l'existence d'Israël soit, en cas de conflit, menacée.

Pourtant, ce mensonge énorme de la propagande israélienne, relayé par les groupes sionistes d'abord, puis par la grande presse allait « prendre » avec une prodigieuse rapidité. L'opinion publique en France (et ailleurs) allait être emportée par un véritable raz-de-marée sioniste. On sait que pour prévenir des manœuvres menaçantes de l'armée syrienne - dont la réalité fut ensuite contestée par des officiers israéliens - l'armée israélienne prit les devants et en quelques jours d'offensive foudroyante écrasa, grâce à sa maîtrise de l'espace aérien, les armées arabes. A Paris, pendant qu'Israël démontrait magistralement sa supériorité

(2) Ce texte assez court, discuté avec un groupe d'amis, remanié, a été publié sous le titre d'« Introduction au problème palestinien », *Etudes anticolonialistes*, n° 1, novembre 1962. Réédité en juin 1967.

rité sur le terrain, l'hystérie atteignait son comble : on voyait manifester ensemble des généraux en retraite, des chanteurs de mélasse à succès, des anciens légionnaires de l'OAS prêts à s'engager en Israël, des militants d'extrême gauche, des petits bourgeois qui n'avaient jamais manifesté de leur vie...

Je vis avec effarement beaucoup de mes amis, juifs ou non, atteints de ce délire de culpabilisation : il ne faut pas laisser détruire Israël. Le simple fait de mettre en cause cette idée reçue vous exposait alors aux accusations, vite lancées, d'antisémitisme, d'hitlérisme, etc. Je trouvais, pour mon compte ces imputations plutôt amusantes mais je ne voyais pas sans tristesse vaciller le bon sens d'un certain nombre de gens que je tenais jusque-là pour raisonnables. Un gouffre d'irrationalité s'ouvrait à mes pieds ; si la guerre avait continué quelque peu, on aurait vu s'enrôler côte-à-côte des anciens d'Algérie, trop contents de pouvoir retourner « casser du bougnoule » et des militants qui pendant la guerre d'Algérie travaillaient pour le FLN. Je m'abstiendrai de citer des noms...

La victoire fulgurante des armées israéliennes ne changea presque rien dans cette atmosphère. Elle continua à prévaloir sur un mode mineur, mais qui interdit, par exemple, aux Français de se rendre compte qu'il n'y a guère de différence, techniquement parlant, entre l'occupation israélienne des régions peuplées comme Gaza et la Cisjordanie, et l'occupation allemande en France, au cours de la Deuxième guerre mondiale. Bien rares furent ceux qui, comme Pierre Vidal-Naquet, surent faire une auto-critique et voir que la politique israélienne était fondée, comme celle de n'importe quel autre Etat, sur l'emploi de la force. Combien sont-ils ceux qui croient encore qu'Israël n'est pas un « Etat comme les autres » et qui sont prêts à le justifier aveuglément, quoi qu'il arrive ? Nous ne serons partisan d'aucune pensée asservie.

*

* * *

Je suis revenu au Moyen Orient à maintes reprises, pour des séjours toujours trop brefs à mon gré. J'ai eu

ainsi l'occasion de discuter avec beaucoup de membres des organisations palestiniennes, et de toutes tendances. Souvent, j'ai tenu le discours suivant :

Vous avez pris les armes parce que la situation qui vous est faite était sans issue. Sans les fidda'yin des années cinquante, l'histoire vous oubliait et vous laissait croupir dans les camps. Vous avez pris votre place dans l'ensemble des mouvements qui luttaient pour l'émancipation nationale, pour la libération du joug colonial. Vous avez appris le langage de la révolution, vous vous êtes inspirés des luttes révolutionnaires qui se déroulaient dans d'autres pays, sous d'autres latitudes. Vous avez appris à vous organiser, à mobiliser les masses, à utiliser les armes, à négocier avec les puissances, grandes et petites, qui ont une influence dans la région.

Pourtant, si l'on jette un regard qui embrasse la période de 1956 à maintenant, vous n'avez pas beaucoup avancé. Malgré le courage, malgré l'héroïsme de vos combattants, de leurs familles raidies par le deuil, le retour en Palestine n'est pas devenu beaucoup plus proche. Et beaucoup de vos martyrs sont tombés sous des balles arabes.

Je vois à cela une raison essentielle. Je parle peut-être par ignorance, mais j'ai connu aussi beaucoup d'autres luttes de libération nationale ; certaines ont subi des échecs alors que d'autres arrivaient à terme. Il y a davantage à apprendre de l'échec que de la réussite. Cette raison essentielle me paraît être la suivante : si l'on prend le fusil, il faut être le plus fort, déjà avant de le prendre. Les armes seules ne décident presque rien. En dépit de la justesse de votre cause, vous n'étiez pas les plus forts et vous n'avez pas gagné. Prendre les armes à l'intérieur d'Israël, même après 1967, était, me dites-vous, à peu près impossible; il fallait prendre les armes à l'extérieur et porter la guerre dans le bastion ennemi. Mais vous les avez prises avant d'être les plus forts. Il aurait fallu faire un immense travail politique, tant auprès des Arabes que des juifs qui se trouvaient à l'intérieur du dispositif israélien. Ce travail de persuasion politique, il fallait le faire dans l'ombre, sans arme, sans héroïsme guerrier, comme des fourmis, avec une patience infinie, plus grande encore que les souffrances nées de l'occupation et de l'exil. Je sais bien qu'il y a eu chez vous des actions qui allaient dans ce sens. Mais c'était trop peu, surtout parce que priorité a été donnée à la confrontation brutale, l'infiltration et les opérations de commandos dont le principal résultat a été de fortifier la peur chez les Israéliens. Plus fort vous avez frappé, plus ils se sont durcis, amenant peu à peu à leur tête un groupe de fanatiques qui rêvent de tout régler par l'emploi d'une violence toujours accrue. Peut-être la conjuration des intérêts internationaux vous donnera-t-elle un jour un lambeau de pays pour y établir un Etat. Comme elle a fait en 1948 pour l'Etat juif. Ce serait un résultat un peu dérisoire pour une lutte si âpre et si longue. Il ne résoudrait pas la question de la Palestine, ni celle de

la présence des Palestiniens dans les autres pays arabes. Vos divisions sont telles qu'une bonne partie d'entre vous serait exclue de cet Etat à l'instant où l'autre partie y prendrait le pouvoir. Une *pax americana* veut dire que ni la guerre ni la paix ne vous seront favorables.

Je n'ai nul conseil à donner, croyez-le bien, mais je vous redis ce que j'ai cru voir ailleurs : une lutte, quand elle s'engage, quand les champions apparaissent dans le champ clos, est déjà jouée. Celui qui gagnera, quelle que soit la longueur du combat et la violence des coups que l'autre lui porte, sera celui qui était le mieux préparé, celui qui pourra mettre dans le bras qu'il lève le poids écrasant des convictions qu'il aura su se gagner avant même de faire un pas.

Ce discours, je l'ai tenu, même s'il ne soulevait que le scepticisme ou l'agacement. Au fil des années, j'ai vu plutôt se développer une grave militarisation, un isolement grandissant des organisations par rapport à la population palestinienne, obligée de survivre dans des conditions de plus en plus dures, une croissance souterraine de l'influence acquise par les formes sociales anciennes de la société palestinienne : les notables et leurs grandes familles, les solidarités villageoises, l'embourgeoisement de certains cadres, aussi, venu avec l'argent versé à la résistance par des Etats amis mais peu désintéressés. Tout cela, cimenté par une fascination morbide pour les armes et la mort, héritée peut-être des vieilles traditions bédouines, mène à une dépolitisation profonde.

L'intensité des discussions politiques ne doit pas cacher cette dépolitisation en profondeur, car elles n'ont souvent pour objet que des tactiques et des rapports de force immédiats, et non des perspectives à long terme qui formeraient programme. Plus la résistance palestinienne devient un facteur du jeu diplomatique international, moins elle se présente comme une force capable d'entraîner des bouleversements sociaux. Autrement dit, il reste une place à prendre sur le terrain, celle de la révolution. Ceux qui l'occuperont ne pourront pas le faire en demeurant au sein de la résistance palestinienne telle qu'elle est, mais plutôt en s'opposant à ce qu'elle représente sans doute depuis le début, c'est-à-dire l'aspiration de la bourgeoisie palestinienne à gérer son propre Etat.

Que mon lecteur s'en réjouisse ou s'en désole, il faut bien constater que la place de la révolution est vide. Les petits groupes qui manipulent la rhétorique révolutionnaire

sont beaucoup trop occupés à se poser en futurs guides d'un prolétariat éventuel et fantomatique, pour aller vraiment agir sur le terrain. Pour eux, le concret se trouve dans les manuels. Mais ces groupes de théoriciens endogames et stériles disparaissent, partout dans le monde, par simple épuisement.

On aura compris que je ne suis pas partisan des épreuves de force et des affrontements sanglants, pas plus d'aillieurs que des fausses solutions diplomatiques ou des rêves d'un Etat protecteur. J'éprouve surtout une compassion profonde pour tous ces individus, arabes, juifs, de toutes les langues et de toutes les confessions qui, depuis deux ou trois générations, ont vécu les guerres, l'exil, les menaces, la répression, sans compter la misère. Cosmopolite, dénué de solidarité confessionnelle, nationale ou culturelle, je me défie des partis, des institutions, des idéaux, et n'ai comme amis que des êtres humains singuliers, éparpillés à travers les lignes de ce champ de bataille.

C'est donc dans une complète indépendance personnelle que j'ai abordé l'affaire Faurisson, il y a bientôt trois ans. Qu'elle ait des rapports objectifs avec les affaires du Moyen Orient, voilà qui me paraît indubitable. Ceci n'était nullement l'objet du livre, mais ce peut être celui des quelques lignes qui vont suivre.

Tout provient de la Deuxième guerre mondiale. Tout, je veux dire l'armature politique, économique, financière de l'ordre international qui prévaut aujourd'hui. Il a été l'objet de consultations et de décisions prises entre les Alliés quelque temps avant la chute de l'Allemagne et du Japon. Le système des Nations Unies et les droits spéciaux qu'y conservent encore les cinq vainqueurs de 1945 (USA, Grande-Bretagne, URSS, France, Chine), les accords de Bretton Woods sur le système monétaire international qui ont finalement abouti à assurer la suprématie du dollar, les partages territoriaux entre l'Est et l'Ouest, les systèmes politiques imposés à tel ou tel pays, etc. Tout cela a été prévu et décidé en 1944-45, en grande partie pour éviter le fiasco du traité de Versailles dont tout le monde sentait bien qu'il avait fini par engendrer la deuxième guerre mondiale.

Si l'on peut dire que ces accords n'ont pas engendré

de nouvelle guerre mondiale, ils font néanmoins vivre le monde dans une tension permanente et une multiplicité de conflits locaux, dus, pour l'essentiel, au refus de certaines forces politiques locales de se couler dans le moule prévu pour elles par Yalta (J'emploie le terme Yalta dans le sens général de ces accords passés, explicites et implicites, entre les Alliés de 1944-45). La gauche grecque, les ouvriers de Berlin, les nationalistes vietnamiens, parmi d'autres, n'avaient pas très bien compris les leçons de Yalta. On leur fit comprendre à coup de canon. Dès 1947-48, les derniers soubresauts de l'ordre ancien se tassent et la guerre froide s'installe comme une application logique du principe posé à Yalta qui consiste à prévenir un affrontement direct entre les vainqueurs de l'Allemagne.

Cette victoire commune faisait partie du capital idéologique des vainqueurs. Chacun devait en tirer argument pour éviter d'en venir à un affrontement direct qui aurait été dans la nature des intérêts antagonistes de chaque côté. Plus ils sentaient croître leur hostilité mutuelle, plus les Occidentaux et les Soviétiques devaient faire fonds sur leur participation à la défaite allemande, comme justification de leur présence en Europe et de leurs prises de gages politiques dans la sphère qu'ils contrôlaient militairement.

C'est pourquoi, au moment même où l'Allemagne était sous le coup de la défaite, de la ruine économique causée par les destructions aériennes, au moment où le redécoupage territorial jetait sur les routes et dans une misère noire des millions de « personnes déplacées », expulsées des territoires de l'Est, les Alliés faisaient le procès de l'Allemagne et des nazis. Ceux-ci s'étaient certes comportés de manière féroce avec les populations qu'ils avaient occupées : prises d'otages, massacres, déportations, le bilan est lourd. Tout en leur faisant de grandes leçons de morale démocratique, les Alliés rouvraient les camps de concentration et les bourraient de fonctionnaires allemands, de militaires et de nazis.

Comme les responsables de l'époque hitlérienne s'étaient lancés dans une intense propagande antisémite et qu'ils étaient passés aux actes en persécutant systématiquement toutes les communautés juives qui tombaient sous leur coupe, les Alliés n'eurent que le mal de retourner cette propagande contre le régime abattu. Il était facile de mon-

trer que le régime nazi s'était comporté avec une extrême brutalité, et que sa doctrine raciste s'était bel et bien traduite par des disparitions massives. Mais une machine de propagande, bien rôdée par les années de guerre, encouragée par la rivalité naissante entre les frères d'armes de la veille, ne pouvait s'arrêter du jour au lendemain et se transformer en un docte institut de recherche historique. Et d'autant moins que cette propagande antinazie était reprise et amplifiée par une foule d'opportunistes et de foyeux de tout poil qui brûlaient d'apporter enfin leur contribution à une victoire qui s'était faite sans eux. Les horreurs bien réelles du régime nazi firent donc boule de neige et se transformèrent en avalanche qui submergea une opinion publique déjà nourrie de rumeurs et de bruits depuis des années. Pendant ce temps, les véritables victimes, les rescapés des camps, reprenaient péniblement vie et restaient pour la plupart silencieux, trouvant trop difficile de communiquer l'horreur intime qu'ils avaient vécue à des gens qui s'en fichaient ou qui pensaient surtout à se servir d'eux... et qui, de toute façon, savaient beaucoup mieux qu'eux ce qui s'était passé et ce qu'il convenait d'en dire... Il y eut, bien sûr, aussi le lot habituel de ceux qui, à des fins partisans, se muèrent bientôt en témoins professionnels.

C'est dans ce contexte d'une hystérie à bon marché qu'intervint la création de l'Etat d'Israël. Il est à peine besoin de dire que, pour ses réels promoteurs, elle s'inscrivait dans une analyse beaucoup plus réaliste des choses, qu'elle avait trait aux nécessités du changement des méthodes de domination sur le Moyen Orient, à la suite du départ un peu forcé des Français, et de l'essoufflement des Anglais, et aussi à la rivalité des deux blocs. La philanthropie n'y était pas pour grand-chose. Là aussi une nouvelle ère commençait et de nouveaux éléments apparaissaient dans le dispositif hégémonique occidental, désormais surtout américain, qui allait se perpétuer dans la région. La création d'un Etat juif, protégé de l'Amérique, faisait partie de ces nouveaux éléments, au même titre que les changements intervenant en Iran, en Iraq, etc. La poussée, inégale selon les endroits, du nationalisme arabe allait introduire un certain désordre dans les plans occidentaux. Successivement, les régimes égyptien, iraquien, syrien, sou-

danais, yéménite, libyen, iranien, connaissaient de brusques changements qui menaçaient les intérêts occidentaux, ne serait-ce qu'en introduisant dans la région un nouveau partenaire géant.

Tout ceci veut dire que la création de l'Etat d'Israël n'a évidemment rien à voir avec ce qui s'est passé entre les nazis et les communautés juives d'Europe, que ces considérations sur le passé d'une guerre terminée n'ont pesé pour rien dans les calculs stratégiques de l'après-guerre. Mais il y avait là, à la disposition des Alliés qui justement prenaient la responsabilité de cette décision, URSS comprise, une construction idéologique qui était en plein fonctionnement, celle de la culpabilité de l'Allemagne. Il était dès lors facile de camoufler les arrière-pensées politiques de cette décision en la faisant passer au débit de l'Allemagne, déjà chargée de tous les maux. Puisque les juifs y avaient été persécutés, il fallait bien que justice leur soit rendue, et la justice était l'octroi de l'Etat qu'ils réclamaient, ou plutôt que le sionisme réclamait pour eux depuis cinquante ans.

D'une certaine façon, le sionisme était en échec. La création de l'Etat d'Israël ne pouvait être qu'une étape ; il fallait encore le rendre viable, le peupler, le développer. Certes, juste après la guerre, nombre de juifs déracinés par les persécutions étaient venus s'installer en Palestine. Mais le mouvement s'était bientôt tari, au fur et à mesure de la reconstruction économique de l'Europe. L'afflux des juifs des pays arabes n'était guère à mettre au compte d'un sionisme européocentriste qui les avait toujours superbement ignorés et qu'ils embarrassaient plutôt. La création d'Israël et la victoire de 1948 n'ont suscité presque aucun élan dans une diaspora qui n'avait plus tellement de raison d'être tentée par l'aventure.

Le sionisme avait ses propres fondements idéologiques et ses articulations dogmatiques manquaient de souplesse. Dans un monde où l'antisémitisme était désormais exclu, taboué, la force d'attraction de son nationalisme de style dix-neuvième siècle ne pouvait plus faire beaucoup recette. C'est pourquoi il a fallu un certain temps, une dizaine d'années peut-être, pour prendre le virage et se lancer à fond dans l'idéologie du génocide, retrouvant ainsi un moyen d'action sur une diaspora décidément peu désireuse

d'émigrer vers une terre qui, pour être promise, n'était guère prometteuse. Le procès Eichmann allait être, vers 1960, l'*aggiornamento* du sionisme nouvelle manière que nous connaissons aujourd'hui. Il a mis en place un système de double culpabilité : celle des juifs, d'abord, accusés de ne jamais payer assez cher le prix de leur survie à la caisse de prévoyance de l'Etat israélien, celle des non-juifs du monde occidental ensuite, accusés tout simplement d'avoir été complices, volontairement ou non, des nazis.

Le terrain était propice puisque la culpabilité de l'Allemagne était le *credo* de base de l'époque. On a vu se développer ce qui pourrait s'appeler la religion de l'holocauste, induite par les alliés soucieux de se donner le beau rôle et pressés de cacher les atrocités qu'ils allaient commettre au nom de la défense du bien qu'ils sont censés, chacun à sa façon, incarner, poussée par les sionistes qui y trouvaient un levier pour attirer, sinon les immigrants, du moins des capitaux et de la protection politico-militaire, acceptée par une opinion occidentale naïvement prête à se croire coupable et capable d'un si énorme crime parce qu'effectivement le racisme l'infecte profondément au point qu'elle ne peut même pas le reconnaître puisqu'elle en a évacué les remugles malfaisants dans l'égout où clapotent ensemble les nazis et le mal absolu. C'est ce qui lui permet de s'imaginer démocrate, tolérante, agissant essentiellement pour le bien de l'humanité, toutes fariboles que l'on retrouve constamment à travers les déclarations de tous les partis politiques de la vieille Europe.

Pour de nombreux juifs, dans le monde et en Israël, le sionisme est une doctrine néfaste. D'abord pour beaucoup de ceux qui se sentent intégrés dans une nation et qui se définissent politiquement dans le cadre de cette nation ; aussi pour ceux qui sont animés d'une conviction religieuse profonde et qui ne voient dans le retour vers la terre promise qu'un mouvement symbolique qui touche à la vie morale et à l'eschatologie. Pour eux, le sionisme est un grave travestissement de l'esprit même du judaïsme, une sorte de prétention absurde et profanatrice de vouloir réaliser les prophéties avec des moyens humains, alors que les temps mystiques ne sont pas venus.

Il existe en Israël des gens qui s'opposent au sionisme

pour des raisons variées, religieuses ou politiques ; je n'en ferai pas l'inventaire ici mais je remarque que l'utilisation que fait la propagande officielle de l'*holocauste* n'est pas sans soulever des oppositions (3). « Il est dangereux pour Israël de tout miser sur le génocide — me disait récemment un ami, juif pratiquant, honorable talmudiste — parce que la raison d'être d'Israël ne se trouve pas là. »

C'est dans un texte publié en Israël que l'on trouve l'une des meilleures critiques de l'usage propagandiste des morts de l'époque 1940-45. Intitulé *L'Holocauste, un danger pour le peuple juif* (4), cet article de Boaz Evron est

(3) Il y a eu peu de réactions directes à l'affaire Faurisson en Israël. Mais la réponse est venue en juin 1981 sous la forme d'un gigantesque rassemblement de survivants des camps nazis, qui avaient pour mission de témoigner en quelque sorte de manière *définitive* à l'usage des jeunes générations. Pendant plusieurs semaines, les grandes chaînes de télévision américaines consacrèrent une heure par jour à passer des reportages sur cette manifestation. Le comité français pour la participation à ce rassemblement était présidé par Simone Veil, et dirigé par un personnage très peu connu, Georges Wellers, propulsé dans les journaux, à la radio et à la télévision pour la part éminente qu'il a prise dans la campagne contre Faurisson.

(4) Evron mentionne dans son titre le « peuple juif », bien qu'il semble plutôt entendre « peuple juif israélien » dans le texte. J'ai mis moi-même des guillemets à « peuple » dans les premières lignes du présent texte. C'est que le mot pose un problème d'analyse qui a des conséquences sérieuses sur la compréhension politique. Il tire évidemment son origine des conceptions politico-religieuses de l'antiquité. L'ethnologue contemporain parlerait plutôt de « tribu » pour décrire l'antique peuple juif, bien que ce terme recouvre lui aussi des formules sociopolitiques très diverses. La notion de peuple, dans le contexte diasporique, recouvre plutôt une notion religieuse. Cette acception ancienne vaut encore, par exemple, pour l'église qui peut parler d'un « peuple » chrétien. La notion moderne de peuple, issue de la période révolutionnaire, est complètement inadéquate et beaucoup de juifs ne ressentent certainement pas d'appartenance à un « peuple » juif, au sens moderne et sioniste du terme. En revanche, on peut sûrement parler d'un peuple israélien. Il faut, pour entrer dans le détail, et dans celui de beaucoup d'autres aspects de ces questions, se reporter au très riche et remarquable recueil d'articles de Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?*, Maspero, 1981. Certains de ces articles sont déjà connus en arabe. Il est d'ailleurs intéressant de voir que Rodinson met un point d'interrogation à son titre et ne définit pas ce qu'il faudrait entendre par « peuple juif ». Ce genre de terme est trop plein de considérations subjectives pour servir à des analyses sérieuses.

paru en mai-juin 1980 dans la revue hébraïque *Yton* 77. De ce texte un peu long qui mériterait d'être publié en entier et discuté en détail, j'extrais les passages suivants :

Il est arrivé deux choses terribles au peuple juif au cours de ce siècle : l'holocauste et les leçons qui en furent tirées. Les commentaires non-historiques et facilement réfutables que l'on a faits sur l'holocauste, que ce soit délibérément ou par simple ignorance, et l'utilisation que l'on en a faite comme moyen de propagande, tant à l'égard du monde non-juif qu'à celui des juifs de la diaspora et de la nation juive israélienne, constituent en eux-même un cancer à la fois pour le peuple juif et pour l'Etat d'Israël.[...]

L'antisémitisme a servi de catalyseur, de noyau du système d'extermination, mais une partie essentielle de ce système, la « sélection », toujours répétée, était une institution centrale permanente du Reich.

Tout le monde s'est trouvé d'accord pour obscurcir le fait que le meurtre des juifs européens n'était pas seulement une preuve à l'appui de la thèse qui considère que l'holocauste est caractéristique et spécifique de l'histoire juive ; ils veulent obscurcir le fait que le meurtre des juifs européens était un élément de l'effondrement de tout le système européen et un exemple historique de plus qui montre que la tentative d'ériger une barrière entre le peuple juif et le reste de l'humanité, tentative due d'un côté aux nazis, et de l'autre côté à nos nationalistes juifs, était en réalité la manifestation d'un autre principe : toute tentative de séparer un groupe du reste de l'humanité en le définissant comme non-humain prépare le terrain pour une attaque contre tout le genre humain.

Le côté juif, et tout particulièrement les dirigeants sionistes, y avaient un intérêt, qui est de présenter les juifs comme les seules victimes, comme le souvenir de ce péché pour toutes les nations.

C'est une sorte de satisfaction dérivée, un aspect du concept juif traditionnel de « peuple élu » qui, comme on l'a dit, ressemble, sous sa forme nationaliste moderne, à l'antisémitisme, en retranchant les juifs de la race humaine tout entière. (Nombreux sont ceux qui ont montré la ressemblance qui existe entre les descriptions antisémites et sionistes des juifs de la diaspora.)[...]

Mais la plupart des gens de l'autre côté ont coopéré avec les dirigeants sionistes pour donner une représentation non-historique des faits. D'abord les Allemands. Ils y avaient intérêt pour contenir les sentiments de haine, de vengeance, de peur et de suspicion que le monde, et particulièrement les Slaves, entretenaient après la guerre à leur égard. En occultant le fait que d'autres étaient aussi promis à l'extermination et en réduisant la mémoire de l'holocauste aux seuls juifs, toute cette affaire pouvait être présentée comme un coup de folie, non pas même

du peuple allemand, mais du dictateur autrichien qui les gouvernait et qui avait acquis ses idées antisémites dans les faubourgs de Vienne.[...]

Les Occidentaux avaient aussi intérêt à circonscrire à la « solution finale » le souvenir de la politique nazie d'extermination. Ils voulaient faire rentrer l'Allemagne dans la « famille des nations » aussi vite que possible afin de l'utiliser pour créer une alliance économique et militaire atlantique qui serve de contrepoids à la puissance soviétique, alliance où l'Allemagne jouait un rôle central.[...]

La « monopolisation juive » — si l'on peut faire usage de ce terme — du phénomène nazi, présentant les juifs comme victimes à peu près exclusives, se révèle négative de plusieurs points de vue. D'abord, comme je l'ai déjà dit, elle exclut les juifs du reste de la race humaine, comme s'ils étaient différents par leur nature même. Elle entraîne donc des réactions paranoïaques dans certaines parties de l'opinion juive, qui se sent coupée de l'humanité et de ses lois. Cette déconnexion peut entraîner certains juifs, quand ils ont le pouvoir entre les mains, à traiter les non-juifs comme des sous-hommes et, ce faisant, à imiter véritablement les attitudes racistes nazies.[...]

Evron étudie ensuite la fonction du procès Eichmann dans la relance de la politique israélienne, fondée sur une utilisation maximale de la question du génocide :

On peut supposer que l'un des principaux buts (du procès Eichmann) était de renouveler et de renforcer le sentiment de culpabilité des Allemands à l'égard d'eux-mêmes, et même aux yeux du monde entier, pour faire pièce à l'atmosphère qui régnait alors en Allemagne, et selon laquelle l'Allemagne, en payant une compensation financière, avait réglé sa dette vis-à-vis du peuple juif. Les principales conséquences politiques de cette affaire ont été l'ouverture par l'Allemagne fédérale de relations diplomatiques avec Israël, un accroissement considérable des sommes versées au titre des réparations et l'abandon des discussions sur « la fin du paiement de la dette ». Et c'est précisément là où rien ne va plus.[...]

Le gouvernement d'Adenauer évitait d'avoir des relations diplomatiques ouvertes avec l'Etat d'Israël pour des raisons politiques pratiques : il ne voulait pas risquer ses relations avec le monde arabe. Il considérait le versement des réparations comme une question juridique qui n'était pas liée aux questions politiques de l'actualité, mais qui était une compensation pour des dommages causés dans le passé et qui ne devait pas lier les mains de l'Allemagne dans ses relations actuelles avec le monde. Le procès a forcé l'Allemagne à sortir du cadre de ses principes, à agir au rebours de ses intérêts naturels et à donner à Israël

une préférence spéciale, sans qu'Israël ne se sente obligé de répondre par une réciprocité de la même espèce, comme il est d'usage dans les relations entre Etats.[...]

Les relations avec l'Allemagne ont servi de modèle pour les relations d'Israël avec la plupart des Etats chrétiens occidentaux, au premier chef les Etats-Unis, relations qui ne sont pas fondées sur un intérêt objectif commun entre Israël et ces Etats, mais sur un sentiment général de culpabilité (que l'on justifie) dans les couches dirigeantes du monde chrétien à l'égard du peuple juif. Voici ce qui résulte de ces relations :

1. Le traitement spécial accordé à Israël, exprimé par un soutien économique et politique inconditionnel, a créé autour d'Israël une sorte de mur de verre qui l'isole d'une certaine façon des réalités économiques et politiques internationales. Depuis sa création, Israël n'a jamais vraiment eu à se confronter aux forces réelles qui entraînent le monde et à s'y adapter.

2. Israël a développé des systèmes économique et politique qui sont coupés des réalités internationales et qui s'en écartent toujours davantage, puisqu'être coupé d'une réalité en évolution signifie que le fossé s'accroît. Ceci cause une distorsion dans ces systèmes en Israël même, leur donne un caractère pathologique et accroît la dépendance d'Israël par rapport au soutien de l'étranger, tandis que la séparation d'avec la réalité rend de plus en plus difficile le soutien des Israéliens eux-mêmes.

3. C'est du point de vue sioniste que le résultat est le plus paradoxal. Le but du sionisme était de normaliser la condition du peuple juif, d'en faire une entité politique égale parmi les nations indépendantes, une nation politique qui agisse dans le cadre du système international. Le mur de verre politico-économique créé autour d'Israël par le soutien étranger, l'appui qu'Israël prend sur le sentiment de culpabilité du monde extérieur ont empêché Israël de devenir un Etat comme les autres. En fait, ils ont accru les symptômes de la diaspora.[...]

4. Un autre aspect de ce chantage moral est le fait que la relation permanente avec l'holocauste, l'antisémitisme et la haine des juifs à travers les générations a créé un étrange aveuglement moral chez le public israélien et ses dirigeants, qui se manifeste dans une morale où les valeurs sont doubles.[...]

Nous qui fondons la plupart de nos appels sur la justice et les devoirs du monde envers « ceux qui ont été abandonnés », considérons de notre droit d'établir des liens avec les régimes les plus oppresseurs, de vendre des armes aux pires des nations, et nous ne nous interdisons pas d'opprimer les non-juifs qui sont en notre pouvoir.[...]

L'holocauste a servi d'outil très puissant aux mains des dirigeants

israéliens et des dirigeants juifs à l'extérieur qui sont très influencés par les dirigeants israéliens, pour organiser l'opinion juive de la diaspora, et en premier lieu celle des Etats-Unis. Ceci est fait en exploitant et en cultivant deux éléments principaux :

1. Le sentiment de culpabilité des juifs aux Etats-Unis pour ne pas avoir fait plus afin d'empêcher l'holocauste.
2. Le sentiment d'insécurité d'une partie d'entre eux concernant le statut des juifs dans la société américaine.[...]

Israël est présenté de la même manière au monde non-juif pour faire taire les critiques de nos politiques en utilisant toujours le même argument : vous qui n'avez rien fait pour nous aider au moment de l'holocauste, n'allez pas maintenant nous apprendre comment nous devons nous protéger d'un autre holocauste.[...]

C'est cette identification des nazis avec les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, avec le rappel continu des dangers de l'holocauste, qui suscite une réaction hystérique chez l'Israélien moyen. Ceci, ainsi que la doctrine du « peuple juif comme seul allié d'Israël » conduit au résultat suivant : d'abord la conscience politique israélienne se fige à un niveau pré-étatique, en sorte qu'elle n'est pas capable de se relier aux forces réelles qui opèrent dans le domaine politique et qu'elle ne les comprend pas. Les relations extérieures d'Israël ne sont pas déterminées par des intérêts mutuels, mais sur la base des pressions des juifs américains, comme si Israël n'était pas un Etat étranger, mais une partie intégrante du système politique américain. Ceci signifie que la conscience israélienne est celle d'une secte et non celle d'une nation politique.[...]

Ces parallèles ont de sérieuses conséquences morales. Puisque les choix offerts aux Israéliens ne sont pas réalistes : soit l'« holocauste » soit la « victoire », cela les libère de toute restriction morale, puisque toute personne en danger d'extermination se considère comme libre de toute considération morale qui pourrait l'empêcher de se sauver.[...]

Ainsi, paradoxalement, la conscience de l'holocauste, enfoncée dans la tête des Israéliens par la propagande, est devenue un danger. La condition première d'une guérison de la société israélienne est une compréhension correcte de son propre statut historique et politique (5).

Voilà un exemple remarquable quoique partiel de ce que *La Vieille Taupe* avait appelé « la déconstruction des

(5) Le texte complet de Boaz Evron vient d'être publié dans le n° 2 de la *Revue des Etudes palestiniennes*, en français, hiver 1982, p. 35 sq.

délires idéologiques ». Qu'en est-il dans le monde arabe ? L'Allemagne avait inspiré de nombreuses sympathies, pendant la guerre, à certains milieux nationalistes engagés dans une lutte difficile contre l'impérialisme britannique, pour lequel le Proche Orient était une sorte de chasse gardée. Anwar el-Sadat, qui devint si cher au cœur de nombreux juifs dans le monde après son voyage à Jérusalem, fut interné par les Anglais pour intelligence avec l'ennemi, à un moment où les troupes de Rommel n'étaient plus qu'à quelques étapes d'Alexandrie. Cet épisode de jeunesse a souvent été omis dans les grandes nécrologies publiées par la presse occidentale en 1981.

Mais la défaite de l'Allemagne allait évidemment entraîner une perte d'influence des éléments qui avaient misé sur elle, comme le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin Al Husseini, ou le secrétaire général de la Ligue arabe de l'époque, Ahmed Choukeiri, dont les déclarations racistes et brutales faisaient les délices de la propagande israélienne. Dans l'ensemble, c'est le discours occidental sur la Deuxième guerre mondiale qui a prévalu dans le monde arabe, fort éloigné du théâtre principal des événements. Ce qui était l'élément marquant pour l'opinion arabe était l'injustice qu'il y avait à faire payer aux Arabes le prix des compensations que les Alliés entendaient accorder aux juifs, pour des crimes commis en Europe. C'est ce sentiment d'injustice, régulièrement ravivé par les empiètements territoriaux d'Israël qui allait bloquer toute possibilité d'étendre au monde arabe la culpabilité à l'égard des juifs que le sionisme voulait rendre universelle. Sur place, c'est le côté arabe qui était victime, et victime d'une spoliation qui perdurait et se renforçait. Les limites de cette spoliation ne sont d'ailleurs toujours pas atteintes, comme en témoigne l'annexion récente du Golan syrien.

On allait, dans le monde arabe, faire plus que d'accepter la vision historique occidentalosioniste : on allait l'intérioriser : par beaucoup d'aspects, la résistance palestinienne allait s'efforcer de s'assimiler à ce qu'avait été le mouvement sioniste. Après tout, il y avait aussi une importante diaspora palestinienne, le projet d'un retour à la terre natale et la création d'un Etat nouveau. Le sionisme, qui semblait avoir atteint ses objectifs, pouvait servir de modèle, de façon plus ou moins consciente, y compris dans

ses méthodes terroristes. A son tour, la résistance palestinienne exhibait les plaies sanglantes de son histoire comme une justification suffisante de ses actions présentes. Deir Yassin devenait une sorte d'Auschwitz arabe, avec le même genre de charge symbolique.

Ce modèle sioniste, transposé une première fois chez les militants palestiniens, connaît maintenant un second avatar chez les Arméniens du Liban. La jeune génération militante a perçu toutes les potentialités que recèle la connexion « génocide — réparations — création d'un Etat rétributeur ». Disposant eux aussi d'une importante diaspora, ils cherchent à la mobiliser en faisant revenir à la surface, par des attentats terroristes calqués sur ceux de l'Irgoun, une mémoire un peu assoupie des tragiques événements de 1915. Eux aussi, pour reconstruire une idéologie qui pousse à la création d'un Etat, sont obligés de donner une présentation manichéenne de l'histoire, où les Turcs figurent, et eux seuls, le mal absolu. Il faut donc gommer un ensemble de facteurs qui rendraient plus compliquée mais plus intelligible la situation de l'époque, tel que le démantèlement du régime ottoman par les impérialismes européens ; la montée concurrente des autres nationalismes dominés, arabe, kurde, turc également ; la façon dont les Européens ont manipulé depuis les années 1880 la question arménienne et essayé d'obtenir pour leurs nouveaux protégés chrétiens un statut politique que personne d'autre n'avait dans l'empire ; le rôle essentiel de la Russie, qui contrôlait une grande partie de l'Arménie, avec son centre politico-religieux d'Ermiadzin, depuis 1818, et qui entendait bien profiter de la guerre et du nationalisme arménien pour étendre son territoire, ambition d'ailleurs reprise en 1945 par un Staline qui réclamait à la Turquie, alors neutre, la cession des vilayets de Kars et d'Ardahan... Etudier globalement la situation qui prévalait au moment où le gouvernement jeune turc a pris la criminelle décision de déporter les populations arméniennes de l'Est anatolien, entraîne évidemment à de tout autres conclusions que celles de ce jeune mouvement nationaliste arménien, qui trouve plus expédient de copier le modèle idéologique du sionisme.

Mais ce qui a réussi aux uns ne réussira pas obligatoirement aux autres. Ce n'est pas l'idéologie qui change le

monde, c'est le mouvement réel des hommes, des marchandises et du capital (l'activité humaine réifiée). L'idéologie ne vient se poser sur les événements que comme un voile destiné à en cacher les mécanismes réels.

S'il y avait une leçon à tirer de l'affaire Faurisson, et en particulier dans le monde arabe, c'est que l'efficacité de l'action politique dépend de la compréhension des mécanismes réels du développement social et que pour les atteindre, il faut d'abord déchirer le voile de l'idéologie qui les masque. Or le voile est solide et la tâche malaisée. On peut juger de ce que l'on est sur la bonne voie par la violence des réactions que ce déchirement suscite. Il y a là des risques à prendre que les intellectuels répugnent presque toujours à accepter parce que leur fonction sociale essentielle, et très généralement leur gagne-pain, est d'être les tisseurs du voile idéologique.

Il y a, en Occident, beaucoup à faire, et les questions corrosives, déchirantes, soulevées par la minuscule affaire Faurisson, vont faire leur chemin. Il y en a d'autres, évidemment. De même dans le monde judéo-israélo-sioniste, un certain travail de dévoilement et de critique de l'idéologie dominante est à l'œuvre, et nous venons d'en citer un exemple.

Mais il ne saurait suffire au monde arabe d'assister passivement à la déconstruction des idéologies dominantes chez ses adversaires, sans même parler des critiques en actes qui sont observables dans l'univers soviétique. Il se doit de faire le même mouvement de retour sur les racines de ses propres systèmes politiques et des idéologies qui les garantissent. Je ne suis pas bien placé pour juger de ce qui a déjà été fait dans ce domaine mais je ne crois pas beaucoup m'avancer en disant qu'il reste ici, dans ce monde arabe traversé de courants et de tensions multiples, un énorme travail pour creuser des galeries dans les couches de sédiments idéologiques et atteindre la roche dure de la vérité théorique et pratique. C'est le travail de taupe... Cette vieille taupe qui sait si bien creuser sous terre pour apparaître brusquement : la révolution.

Beyrouth, le 11 janvier 1982.

Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz

Robert Faurisson

Rudolf Höss fut le premier des trois commandants successifs du camp de concentration d'Auschwitz. Il est souvent appelé « le commandant d'Auschwitz » et le grand public connaît de lui des écrits qui ont été publiés sous le titre : *Le Commandant d'Auschwitz parle*. Il a comparu devant le TMI (Tribunal militaire international) en qualité de témoin, le 15 avril 1946. Sa déposition fit sensation. A la stupéfaction des accusés et en présence de la presse du monde entier, il confessa les crimes les plus affreux que l'Histoire eût jamais connus. Il disait avoir personnellement reçu l'ordre de Himmler d'exterminer les juifs. Il estimait qu'à Auschwitz on avait exterminé 3 000 000 d'hommes dont 2 500 000 par le moyen de chambres à gaz homicides. Ces aveux étaient faux. Ils lui avaient été extorqués par la torture. Il a fallu attendre 1983 pour connaître l'identité des tortionnaires et la nature des tortures.

Le cœur même des aveux de R. Höss est constitué par quatre pièces qui, dans l'ordre chronologique, sont les suivantes :

1. Une déposition écrite signée le 14 mars (ou le 15 mars ?) 1946 à 2 h 30 du matin ; il s'agit d'un texte dactylogra-

phié de 8 pages, rédigées en allemand ; je ne pense pas qu'en temps ordinaire une seule instance judiciaire des pays démocratiques accepterait de prendre en considération ces pages dépourvues de tout en-tête et de toute référence administrative imprimée et fourmillant de corrections diverses, soit dactylographiées, soit manuscrites, sans l'accompagnement du moindre paraphe et sans aucun rappel, à la fin, du nombre de mots corrigés ou supprimés. Höss a signé une première fois après avoir écrit : « 14.3.46 2³⁰ ». Il a procédé de même après deux lignes qui auraient dû être manuscrites mais qui sont dactylographiées et qui disent :

J'ai lu le texte ci-dessus ; je confirme qu'il correspond à mes propres déclarations et que c'est la pure vérité.

Suivent les noms et les signatures de deux témoins : deux sergents britanniques ; l'un n'a pas mentionné la date tandis que l'autre indique celle du 15 mars. Vient enfin la signature d'un capitaine de la 92ème section de la sécurité militaire en campagne qui certifie que les deux sergents ont été présents durant toute la procédure où le prisonnier Rudolf Höss a fait volontairement sa déposition. La date est celle du 14 mars 1946. Rien n'indique le lieu !

La cote que les Alliés ont attribuée à ce document est NO-1210.

2. Une déclaration sous serment (en anglais : *affidavit*) signée le 5 avril 1946, soit 22 jours plus tard. Il s'agit d'un texte dactylographié de 2 pages 1/4, rédigées en anglais. Ce dernier point est surprenant. Höss a donc signé là une déclaration sous serment, non pas dans sa langue mais dans celle de ses gardiens. Sa signature apparaît à trois reprises : d'abord en bas des deux premières pages, puis, à la troisième et dernière page après un texte de 4 lignes, toujours en anglais, toujours dactylographiées et qui disent :

Je comprends l'anglais, langue dans laquelle est rédigé le texte ci-dessus. J'ai déposé selon la vérité ; j'ai fait cette déclaration volontairement et sans contrainte ; après avoir relu ma déposition, je l'ai signée et certifiée, à Nuremberg, Allemagne, le 5^e jour d'avril 1946.

Suit la signature du lieutenant-colonel Smith W. Broockhart après la formule :

Après avoir prêté serment et signé en ma présence, le 5^e jour d'avril 1946, à Nuremberg, Allemagne.

Par la forme, ce texte est, s'il se peut, encore moins acceptable que le précédent. En particulier, des lignes entières sont ajoutées en capitales manuscrites à la manière anglaise tandis que d'autres sont biffées d'un trait de plume. Il n'y a aucun paraphe en marge de ces corrections, aucun rappel, en fin de document, du nombre de mots rayés nuls.

La cote que les Alliés ont attribuée à ce document est PS-3868.

Pour dissimuler le fait que Höss avait signé une déposition sous serment qui était en anglais alors qu'elle aurait dû être dans sa propre langue, c'est-à-dire en allemand, et pour faire disparaître les ratures, les ajouts et les corrections, voici la supercherie qui fut utilisée à Nuremberg : on retapa le texte au propre et on le présenta comme une « Translation », sous-entendu de l'allemand en anglais ! Mais le tricheur alla trop vite en besogne. Il crut qu'un ajout manuscrit au paragraphe 10 (dû à une main anglaise) était un ajout à la fin du paragraphe 9. Le résultat de cette méprise est que la fin du paragraphe 9 est rendue totalement incompréhensible.

Il existe donc deux documents différents sous la même cote PS-3868 : la pièce signée par Höss et le « remake ». C'est le « remake », autrement dit le faux grossier, qui fut utilisé devant le Tribunal de Nuremberg. Un ouvrage historique qui prétend reproduire la déclaration PS-3868 de Höss reproduira en fait le « remake » mais en supprimant sans le dire la fin du paragraphe 9 ainsi que le paragraphe 10 tout entier : voyez Henri Monneray, *La Persécution des Juifs dans les pays de l'Est présentée à Nuremberg*, Paris, éditions du Centre de Documentation Juive, 1949, p. 159-162.

3. La déposition orale, si spectaculaire, que j'ai déjà mentionnée et qui fut faite devant le TMI le 15 avril 1946, soit 10 jours après la rédaction du document PS-3868.

Paradoxalement, c'est un avocat de la défense qui a demandé la comparaison de R. Höss : Kurt Kauffmann, défenseur de Ernst Kaltenbrunner, dans l'intention manifeste de montrer que le responsable de l'extermination présumée était Himmler et non Kaltenbrunner. Quand vint le tour pour le représentant du ministère public (en la circonstance, le procureur adjoint américain, le colonel Harlan Amen) d'interroger Höss, il fit semblant de lire la déposition signée par ce dernier et, en réalité, il lut des extraits du « remake ». Harlan Amen donna un prétexte pour ne pas lire le paragraphe 9 (et, du même coup, le paragraphe 8). S'interrompant après la lecture de chaque fragment, il demanda à Höss si c'était bien là ce qu'il avait déclaré. Il reçut en tout et pour tout les réponses suivantes :

« Jawohl », « Jawohl », « Jawohl », « Ja, es stimmt », une réponse de deux lignes (contenant une énormité, à savoir que les juifs hongrois auraient été tués à Auschwitz à partir de 1943 alors que le premier convoi de ces juifs n'est arrivé à Auschwitz que le 2 mai 1944), « Jawohl », « Jawohl », « Jawohl », une réponse d'une ligne, « Jawohl », « Jawohl » (IMG, XI, p. 457-461).

Il y aurait eu normalement cent questions à poser sur cette extermination et ces chambres à gaz, c'est-à-dire sur un crime et sur un instrument du crime sans précédent dans l'Histoire, mais personne ne posa ces questions. En particulier, le colonel Amen ne sollicita aucune précision ni aucun complément sur le texte véritablement effrayant dont il donnait lecture ce jour-là en présence de journalistes qui, le lendemain, allaient en faire les grands titres de leurs journaux.

4. Les textes rassemblés généralement sous le titre *Le Commandant d'Auschwitz parle*. Höss aurait rédigé ces textes au crayon sous la surveillance de ses geôliers polono-communistes, dans sa prison de Cracovie, en attente de son procès. Il fut condamné à mort le 2 avril 1947 et pendu 14 jours plus tard dans le camp d'Auschwitz. Il fallut attendre 1958, soit onze ans, pour voir publier en Allemand ce qu'on peut appeler ses mémoires. La publication en fut faite par l'historien allemand Martin Broszat, sans respect pour les méthodes de routine des publications scientifiques. Broszat alla jusqu'à supprimer des fragments qui

auraient fait trop clairement apparaître que R. Höss ou ses maîtres polonais avaient proféré des énormités, ce qui était dommageable pour la véracité de l'ensemble de ses récits.

Les quatre pièces que je viens d'énumérer ont un étroit rapport de filiation. A y regarder de près, les contradictions ne manquent pas dans leurs contenus respectifs, mais, pour l'essentiel, elles se confirment. Les 8 pages de NO-1210 sont en quelque sorte résumées dans les 2 pages 1/4 de PS-3868 ; ce dernier a servi de pièce centrale dans la déposition orale devant le TMI ; enfin, les mémoires rédigés à Cracovie couronnent le tout. La base et la matrice sont donc le document NO-1210. Je vais en reparler.

***Révélation de Höss en Pologne,
sur sa première confession***

(doc. NO-1210 du 14 ou 15 mars 1946)

La guerre avait pris fin en Allemagne le 8 mai 1945. Höss tomba aux mains des Britanniques qui l'enfermèrent dans un camp pour SS. En sa qualité d'agriculteur professionnel, il obtint une libération anticipée. Ses gardiens ignoraient alors l'importance de leur proie. Il fut placé par un bureau de travail comme ouvrier agricole dans une ferme près de Flensburg, non loin de la frontière du Danemark. Il y resta huit mois. La police militaire le recherchait. Sa famille, avec laquelle il avait réussi à maintenir le contact, était strictement surveillée et soumise à des perquisitions fréquentes. Il raconte dans ses mémoires les circonstances de son arrestation et ce qui s'ensuivit. Le traitement qu'il subit fut particulièrement brutal. A première vue on s'étonne que les Polonais aient permis à Höss de faire ces révélations sur la police militaire britannique. A la réflexion, on découvre qu'ils ont pu être guidés par un ou plusieurs des motifs suivants :

— le désir de donner à cette confession une apparence de sincérité et de véracité ;

— l'intention de susciter chez le lecteur une comparaison, flatteuse pour les communistes polonais, entre les méthodes britanniques et les méthodes polonaises ; Höss dira, en effet, plus loin que, dans la première partie de sa détention à Cracovie, on faillit l' « achever » physiquement et surtout moralement mais que par la suite on le traita « avec tant de compréhension, tant d'humanité » qu'il consentit à écrire ses mémoires ;

— la nécessité de fournir une explication à certaines absurdités contenues dans le texte (NO-1210) que les policiers britanniques avaient fait signer à R. Höss, l'une de ces absurdités consistant à inventer l'existence d'un « camp d'extermination » en un lieu qui n'a jamais existé sur aucune carte de Pologne : « Wolzek près de Lublin » ; la confusion avec Belzec n'est pas à envisager puisque, aussi bien, Höss parle de trois camps : « Belzek (sic) », « Tublinka (sic) » et « Wolzek près de Lublin ». Plus loin, Treblinka sera correctement orthographié. Notons en passant que les camps de Belzec et de Treblinka n'existaient pas encore à l'époque (juin 1941) où Himmler, selon Höss, lui aurait dit qu'ils fonctionnaient déjà comme « camps d'extermination ».

Voici en quels termes Höss raconte successivement son arrestation par les Britanniques, sa signature du document qui deviendra le NO-1210, son transfert à Minden-sur-la-Weser où le traitement qu'il subit fut encore pire, son séjour à la prison du tribunal de Nuremberg et, enfin, son extradition vers la Pologne.

Le 11 mars 1946, à vingt-trois heures, on vint m'arrêter.

Deux jours avant cette date, ma fiole de poison s'était brisée.

Réveillé en sursaut, je pensai être attaqué par des cambrioleurs qui étaient alors très nombreux dans la région : on n'eut donc aucune peine à m'arrêter. Le traitement que je subis de la part de la Field Security Police ne fut pas particulièrement clément.

On m'emmena à Heide et je me retrouvai par hasard dans la caserne même d'où les Anglais m'avaient libéré huit mois plus tôt.

Mon premier interrogatoire fut « **frappant** » au sens exact du terme. **J'ai signé le procès-verbal, mais je ne sais pas ce qu'il contenait : l'alternance de l'alcool et du fouet était trop sensible, même pour moi.** Le fouet était ma propriété personnelle : il se trouvait par hasard dans les

bagages de ma femme. Je ne crois pas que j'en aie frappé mon cheval et certainement pas les détenus. Mais l'homme qui m'interrogeait pensait probablement que je m'en servais pour battre des prisonniers à longueur de journée.

Au bout de quelques jours, je fus conduit à Minden-sur-la-Weser, centre des interrogatoires de la zone anglaise. Là, j'ai subi **un traitement encore plus brutal de la part du procureur militaire, un commandant anglais**. Le régime de la prison où je me vis enfermé correspondait à son attitude.

Au bout de trois semaines, je fus brusquement conduit chez le coiffeur qui me rasa la barbe et me coupa les cheveux ; **on m'autorisa aussi à me laver. Depuis mon arrestation, c'était la première fois qu'on m'enlevait mes menottes.**

Le lendemain, on me transporta en voiture spéciale à Nuremberg, en compagnie d'un prisonnier de guerre qu'on avait amené de Londres comme témoin à décharge pour Fritzsche(*). Après mes expériences précédentes, mon séjour dans la maison d'arrêt me fit l'effet d'une cure en sana. Je me trouvais dans le même pavillon que les principaux accusés et je pouvais les voir constamment lorsqu'on les conduisait au tribunal. Des représentants de tous les pays alliés venaient presque tous les jours faire un tour dans notre prison : chaque fois on me montrait comme une « bête féroce » particulièrement curieuse.

On m'avait fait venir à Nuremberg comme témoin à décharge de Kaltenbrunner, sur demande de son défenseur. Jusqu'à ce jour, je ne suis pas parvenu à comprendre pourquoi c'était moi entre tous qu'on avait choisi pour ce rôle.

Les conditions de mon séjour étaient excellentes sous tous les rapports ; nous disposions d'une grande bibliothèque et je pouvais employer tout mon temps à lire. **Mais les interrogatoires étaient vraiment très pénibles : on ne m'infligeait pas de sévices, mais la pression morale était très dure à supporter.** Je ne puis en vouloir à mes juges : ils étaient tous juifs.

Ce sont ces juifs désireux de tout savoir qui m'ont psychologiquement disséqué. Ils ne laissaient subsister aucun doute sur le sort qui nous attendait.

Le 25 mai, anniversaire de mon mariage, je fus conduit avec Bihler [*sic* pour Bühler] et von Burgsdorf à l'aérodrome où l'on me remit à des officiers polonais. Un avion U.S.A. nous transporta par Berlin à Varsovie (Rudolf Höss, *Le Commandant d'Auschwitz parle*, traduit de l'allemand par Constantin de Grunwald, Julliard, (1959) 1970, p. 248-250).

(*) Hans Fritzsche, chargé de la radio et de la presse au ministère de l'Éducation et de la Propagande depuis 1938, acquitté à Nuremberg.

*Révélation en 1983,
sur les tortionnaires britanniques de R. Höss*

Les révisionnistes ont, depuis longtemps, prouvé que les diverses confessions de R. Höss présentait tant d'erreurs grossières, de non-sens et d'impossibilités de toutes natures qu'il n'était plus possible de leur accorder le crédit que les juges de Nuremberg et ceux de Cracovie, ainsi que des historiens de rencontre, leur avaient accordé sans analyse préalable de leur contenu et des circonstances dans lesquelles ces confessions avaient été obtenues.

Selon toute vraisemblance, Höss avait été torturé par des Britanniques de la 92^e Field Security Section. Mais il fallait une confirmation à cette hypothèse. La confirmation allait venir avec la publication d'un livre anglais contenant le nom du principal tortionnaire (un sergent britannique d'origine juive) et décrivant les circonstances de l'arrestation de R. Höss ainsi que de son interrogatoire au troisième degré.

Le livre est de Rupert Butler. Il a été publié en 1983 (Hamlyn Paperbacks). R. Butler est l'auteur de trois autres ouvrages : *The Black Angels*, *Hand of Steel* et *Gestapo*, publiés chez le même éditeur. Celui qui nous intéresse s'intitule : *Legions of Death*. Son inspiration est antinazie. R. Butler dit que, pour ce livre, il a fait des recherches auprès de l'Imperial War Museum de Londres, de l'Institute of Contemporary History (Wiener Library) et d'autres institutions aussi prestigieuses. Au début de son livre, il exprime sa gratitude à ces institutions et, par ailleurs, à deux personnes dont l'une est un « Juif » du nom de Bernard Clarke « qui captura Rudolf Höss, le commandant d'Auschwitz » et dont il cite quelques fragments d'écrits ou bien de propos enregistrés.

Bernard Clarke n'éprouve aucun remords mais, au contraire, une certaine fierté d'avoir torturé un « nazi ». Rupert Butler, lui non plus, n'y voit aucun mal. Ni l'un ni l'autre ne mesurent l'importance de leur révélation. Ils disent que R. Höss a été arrêté le 11 mars 1946 et qu'il a fallu trois jours de torture pour obtenir « une déclaration cohérente ». Ils ne se rendent pas compte que cette prétendue « déclaration cohérente » n'est autre que la con-

fession, véritablement folle, qui a été signée par leur victime pantelante le 14 ou le 15 mars 1946 à 2 h 30 du matin et qui allait définitivement sceller le sort de R. Höss et marquer à jamais l'histoire du mythe d'Auschwitz, prétendu haut lieu de l'extermination des juifs en particulier grâce à l'emploi de prétendues chambres à gaz homicides.

Le 11 mars 1946, Bernard Clarke et cinq autres spécialistes du renseignement, en uniforme britannique, de haute taille pour la plupart et l'air menaçant, pénètrent au domicile de Mme Höss et de ses enfants. Les six hommes, nous dit-on, sont tous « entraînés aux techniques les plus sophistiquées des interrogatoires soutenus et sans merci » (p. 235). Clarke se met à crier :

Si vous ne nous dites pas où est [votre mari], nous vous livrerons aux Russes qui vous flanqueront devant un poteau d'exécution et votre fils ira en Sibérie.

Mme Höss craque et révèle, dit Clarke, l'emplacement de la ferme où se cache son mari. Elle révèle aussi son faux nom : Franz Lang. Et Bernard Clarke d'ajouter :

Une intimidation appropriée exercée sur le fils et la fille produit des informations identiques.

Le sergent juif et les cinq autres spécialistes de l'interrogatoire au troisième degré partent alors à la recherche de R. Höss qu'ils surprennent en pleine nuit, couché dans un recoin de la salle servant d'abattoir à la ferme.

Höss poussa un cri à la simple vue des uniformes britanniques. Clarke hurla : « Ton nom ? »

A chaque fois que la réponse était « Franz Lang », Clarke écrasait de son poing la face du prisonnier. Au quatrième coup Höss craqua et reconnut que il était.

Soudain cet aveu déchaîna l'écœurement des sergents juifs venus l'arrêter, dont les parents étaient morts à Auschwitz en vertu d'un ordre signé de Höss. Tout là-haut le prisonnier fut arraché de sa couchette et on lui arracha son pyjama. Il fut ensuite traîné nu vers l'une des tables d'abattage et là Clarke crut que coups et cris n'auraient pas de fin.

En fin de compte, l'officier de santé intervint avec insistance auprès du capitaine : « Dites-leur d'arrêter ou c'est un cadavre que vous ramènerez ». On jeta sur Höss une couverture et il fut traîné vers la voiture de Clarke où ce dernier lui déversa dans la gorge une bonne rasade

de whisky. Höss essayant alors de s'endormir, Clarke lui plonge son stick de commandement sous les paupières et en allemand lui ordonna : « Tiens ouverts tes yeux de cochon, espèce de porc ! »

Alors, pour la première fois, Höss débita une justification qu'il allait si souvent répéter : « Je recevais mes ordres de Himmler. Je suis un soldat comme vous. Il fallait obéir aux ordres ».

L'équipe fut de retour à Heide vers trois heures du matin. La neige continuait de tourbillonner mais on arracha à Höss sa couverture et il lui fallut traverser complètement nu la cour de la prison jusqu'à sa cellule.

C'est ainsi que Bernard Clarke révèle :

Il y fallut trois jours pour obtenir [de Höss] une déclaration cohérente.

C'est cette déclaration, obtenue dans les conditions que l'on voit par des brutes de la Sécurité Militaire britannique et sous l'inspiration du cerveau malade du sergent interprète Bernard Clarke, qui deviendra la première confession de Höss, la confession primordiale répertoriée sous la cote NO-1210. Une fois que le prisonnier torturé eut commencé de parler, Clarke dit qu'il fut impossible de l'arrêter. Et Clarke, pas plus conscient en 1982 ou 1983 qu'en ces jours de 1946 de l'énormité de ce qu'il forçait Höss à confesser, rapporte alors une série d'horreurs fictives présentées ici comme réelles : Höss se mit en effet à raconter comment, ayant mis le feu aux monceaux de cadavres, on recueillait (*sic*) la graisse qui en coulait pour la reverser sur les cadavres (!). Il évaluait à deux millions le nombre des morts du seul temps où il avait été à Auschwitz (!) ; les tueries atteignaient parfois le nombre de 10.000 victimes par jour (!).

Clarke était chargé de la censure des lettres adressées par Höss à sa femme et à ses enfants. Toutes les polices du monde savent que cette autorisation d'écrire à la famille constitue une arme psychologique. Pour faire chanter le prisonnier il suffit parfois de suspendre ou de supprimer cette autorisation. Clarke fait une intéressante remarque sur le contenu des lettres de Höss ; il nous confie :

Parfois le morceau était dur à avaler. Il y avait deux hommes dans cet homme. L'un était brutal et sans égard pour la vie humaine. L'autre était tendre et affectueux (p. 238).

Rupert Butler termine son récit en disant que Höss ne chercha plus à nier ou à échapper à ses responsabilités. Il est de fait qu'au procès de Nuremberg Höss se conduisit avec une « apathie schizoïde ». L'expression est de l'Américain G.M. Gilbert, le psychologue de la prison chargé de la surveillance psychologique des prisonniers, en relation avec le ministère public américain. On veut bien croire que R. Höss était « scindé en deux » ! Il avait l'air d'une loque parce qu'on en avait fait une loque. « Apathetic », dit Gilbert à la page 229 de son livre (*Nuremberg Diary*, 1947, Signet Book, 1961) ; « apathetic », répète-t-il à la page suivante ; « schizoid apathy », écrit-il à la page 239.

A la fin de son propre procès, à Cracovie, Höss accueillit la sentence de mort avec une indifférence apparente. Rupert Butler observe à ce propos :

[Höss] s'était fait la remarque que les Alliés avaient reçu des ordres et qu'il n'était absolument pas question que ces ordres ne fussent pas exécutés (p. 238).

On ne saurait mieux dire. R. Höss, à l'instar de milliers d'accusés allemands rendus à la merci de vainqueurs totalement convaincus de leur bon droit, avait vite compris qu'il n'avait pas d'autre choix que d'en passer par la volonté de ces justiciers de l'Ouest ou de l'Est.

Rupert Butler évoque ensuite rapidement le cas de Hans Frank, l'ancien gouverneur de Pologne. Sur le même ton de satisfaction morale il raconte les circonstances de la capture et le traitement subi :

La célébrité du personnage ne fut d'aucun effet sur les deux GI de couleur qui l'arrêterent et firent le nécessaire pour qu'il fût transporté à la prison municipale de Miesbach seulement après avoir été sauvagement battu puis flanqué dans un camion. On lui avait jeté dessus une toile goudronnée pour cacher les traces les plus marquantes du traitement qu'il avait subi ; Frank profita de cette couverture pour s'entailler l'artère du bras gauche. Il n'était évidemment pas question de le laisser s'en tirer si facilement : un officier de santé de l'armée américaine lui sauva la vie et Frank put comparaître devant le Tribunal militaire international de Nuremberg (p. 238-239).

Hans Frank, on le sait, fut pendu.

Rudolf Höss et Hans Frank ne furent pas les seuls à subir des traitements de ce genre. Parmi les cas les plus

célèbres on connaît ceux de Julius Streicher, de Hans Fritzsche, de Franz Ziereis, de Josef Kramer, de Oswald Pohl...

Mais le cas de Höss est, de loin, le plus grave par ses conséquences. Aucun document ne prouve, de la part des Allemands, une politique d'extermination des juifs. Léon Poliakov en convenait dès 1951 :

En ce qui concerne la conception proprement dite du plan d'une extermination totale, les trois ou quatre principaux acteurs se sont suicidés en mai 1945. Aucun document n'est resté, n'a peut-être jamais existé (*Bréviaire de la haine. Le III^e Reich et les Juifs*, Calmann-Lévy, Livre de Poche, (1951) 1974, p. 171).

En l'absence de tout document, les historiens à la Poliakov se sont rabattus principalement sur des confessions douteuses comme celles de Kurt Gerstein ou de Rudolf Höss, non sans modifier les textes à leur convenance.

Bernard Clarke est « aujourd'hui un businessman prospère établi dans le sud de l'Angleterre » (*Legions of Death*, 1983, p. 235). On peut bien dire que c'est sa voix, et son esprit malade, qui se sont fait entendre à Nuremberg, le 15 avril 1946, quand le procureur Amen donnait lecture, fragment par fragment, à un auditoire stupéfait et bouleversé, de la prétendue confession de R. Höss. Ce jour-là prenait véritablement son envol un mensonge aux dimensions planétaires : le mensonge d'Auschwitz. A l'origine de cette prodigieuse affaire médiatique : quelques sergents juifs de la Sécurité Militaire britannique, dont Bernard Clarke, aujourd'hui « businessman prospère établi dans le sud de l'Angleterre ».

Le témoignage de Moritz von Schirmeister

Moritz von Schirmeister avait été pendant la guerre le conseiller de presse personnel de Joseph Goebbels. Le 29 juin 1946, il fut interrogé devant le TMI en tant que témoin à décharge de Hans Fritzsche. Sa déposition fut particulièrement intéressante en ce qui concernait la personnalité véritable du Dr Goebbels et l'attitude des servi-

ces officiels allemands face au flot de récits d'atrocités déversés pendant la guerre par les Alliés sur le compte des camps de concentration. A la fin de la guerre, Moritz von Schirmeister avait été arrêté par les Britanniques et interné en Angleterre dans un camp où il avait été chargé de la « rééducation » politique de ses camarades prisonniers. Pour venir témoigner à Nuremberg, il fut d'abord transféré en avion de Londres en Allemagne. Il fut gardé à Minden-sur-la-Weser qui était le centre principal des interrogatoires de la police militaire britannique. De là il fut conduit en voiture (31 mars-1^{er} avril 1946) à la prison de Nuremberg. Dans la même voiture se trouvait R. Höss. Moritz von Schirmeister est précisément ce « prisonnier de guerre qu'on avait amené de Londres comme témoin à décharge pour Fritzsche » dont parle Höss dans ses « mémoires » (voy. ci-dessus). Grâce à un document que je dois à l'obligeance de l'Américain Mark Weber qui m'en a remis copie en septembre 1983 à Washington, document dont je ne suis pas encore autorisé à indiquer la source exacte, nous savons que les deux Allemands ont pu librement converser dans la voiture qui les menait à Nuremberg. Dans ce document d'un peu plus de deux pages, Moritz von Schirmeister rapporte qu'à propos des charges qui pesaient sur lui R. Höss lui confia :

Gewiss, ich habe unterschrieben, dass ich 2 1/2 Millionen Juden umgebracht habe. Aber ich hätte genausogut unterschrieben, dass es 5 Millionen Juden gewesen sind. Es gibt eben Methoden, mit denen man jedes Geständnis erreichen kann — ob es nun wahr ist oder nicht. (Assurément, j'ai signé que j'avais tué 2 millions et demi de juifs. Mais j'aurais tout aussi bien signé qu'il y en avait eu 5 millions. Il y a précisément des méthodes pour obtenir n'importe quel aveu — qu'il soit vrai ou non).

Un autre aveu signé de R. Höss

Les tortionnaires britanniques de R. Höss n'avaient aucune raison de se gêner. Après lui avoir fait signer le document NO-1210 à 2 h 30 du matin le 14 ou le 15 mars 1946, ils obtinrent de lui une nouvelle signature le 16 mars,

Statement made voluntarily at _____ Jail
by Rudolf Höss, former Commandant of
Auschwitz concentration camp, in _____, March 1946

I personally arranged on orders received from Himmler
in May 1941 the gassing of two million persons between
June/July 1941 and the end of 1943, during which
time I was commandant of Auschwitz.

signed
Rudolf Höss
1st Deputy
to the Commandant of Auschwitz

L'aveu de R. Höss du 16 mars 1946 d'après Lord Russell of Liverpool dans la traduction en allemand de *The Scourge of the Swastika* (Le fléau de la swastika) sous le titre *Geißel der Menschheit* (Fléau de l'humanité), Berlin, Verlag Volk & Welt, 1960, avant la page 161. On remarquera la différence entre l'écriture manuscrite du texte de l'aveu et l'écriture manuscrite de R. Höss. Dans son introduction à l'édition anglaise de *Kommandant in Auschwitz*, Lord Russell de Liverpool prétend fournir quelques informations sur les conditions dans lesquelles Höss eut à signer ce billet mais, comme il commet des erreurs dans la chronologie des événements à ce propos, ses informations sont à prendre avec réserve (voy. *The Commandant of Auschwitz*, Weidenfeld & Nicolson, 1959, p. 18).

cette fois-ci au bas d'un texte en anglais, rédigé de la main d'un Anglais, avec un blanc à la place de l'endroit où aurait dû figurer le nom du lieu. Il fallait tout le cynisme, l'inconscience et la naïve rouerie de ses gardiens pour lui faire signer un simple billet où se lisait en anglais :

Déclaration faite volontairement à la prison de [passage en blanc] par Rudolf Höss ancien commandant du camp de concentration d'Auschwitz le 16^e jour de mars 1946.

J'ai personnellement organisé sur ordres reçus de Himmler en mai 1941 le gazage de deux millions de personnes entre juin/juillet 1941 et la fin de 1943 temps durant lequel j'ai été le commandant d'Auschwitz.

Signé :
Rudolf Höss
SS-Stubfhr.
Ancien Kdt. d'Auschwitz-Birkenau

Même le mot *signed* (« signé ») était d'une main anglaise.

CONCLUSION

Le « témoignage » de Rudolf Höss était d'une importance primordiale pour les historiens défendant la thèse de l'extermination des juifs et de l'existence, à Auschwitz, de chambres à gaz homicides. Avec la publication de *Legions of Death* par Rupert Butler, ce « témoignage » s'effondre définitivement. Ainsi que le disaient les historiens révisionnistes, Rudolf Höss a rendu ce témoignage sous la torture. L'ironie veut que cette confirmation de la thèse révisionniste ait été involontairement apportée par un historien exterminationniste. Ce dernier ne soupçonnait certainement pas l'importance de sa découverte, que vient de corroborer en octobre 1986 une émission télévisée britannique : *Secret Hunters*. Voyez Mike Mason, *In a cell with a Nazi war criminal — We kept him awake until he confessed* (« En cellule avec un criminel de guerre nazi — Nous l'avons tenu éveillé jusqu'à ce qu'il avoue »), *Wrexham Leader*, 17 octobre 1986.



« Le Colonel Gerald Draper du British War Crimes Group photographié après avoir finalement obtenu de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz, l'aveu selon lequel il avait tué 3 millions de personnes » (Tom Bower, *Blind Eye to Murder. Britain, America & The Purging of Nazi Germany — A Pledge Betrayed*. « Aveugles au crime. La Grande-Bretagne, l'Amérique et l'épuration de l'Allemagne nazie — Un engagement trahi ». Granada ed., London, Toronto, Sydney, New York, 1981, 22^e photo).

Face à face : l'officier britannique Draper et le prisonnier R. Höss. « Là, j'ai subi un traitement encore plus brutal de la part du procureur militaire, un commandant anglais ». Commandant ou colonel ?

LE SAVON JUIF

Robert Faurisson

En 1942, le rabbin Stephen Samuel Wise, président du *World Jewish Congress* (Congrès juif mondial, ou Parlement juif mondial) déclara que les Allemands fabriquaient en quantités industrielles du savon à partir de cadavres de juifs. Voyez *Paris-Soir*, 1^{er} janvier 1943, p. 3. Sa source pourrait avoir été Gerhard Riegner, représentant en Suisse du *World Jewish Congress* et de la *Jewish Agency*. Ce dernier se faisait, d'une façon générale, l'écho des informations ou rumeurs circulant dans les milieux juifs d'Europe centrale. Il a joué un rôle capital dans la transmission des informations ou rumeurs concernant l'extermination des juifs et l'emploi à cet effet de chambres à gaz homicides. Pendant toute la durée de la guerre, la Suisse et la Suède ont servi de tremplins aux informations et rumeurs en direction de Londres et de Washington (voyez Walter Laqueur, *The Terrible Secret*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1980).

En 1945-1946, au procès des « grands criminels de guerre allemands » conduit à Nuremberg par le Tribunal militaire international (TMI), il a été question de savon fabriqué à partir de cadavres. Le 16 février 1946, l'avocat général soviétique L. N. Smirnov a présenté au tribunal la déposition sous serment d'un certain Sigmund Mazur, préparateur à l'Institut anatomique de Danzig, selon lequel on aurait, dans ledit institut, fabriqué du savon

à partir de la graisse humaine ; la formule était même donnée. Smirnov faisait état également de déclarations sous la foi du serment de deux prisonniers de guerre britanniques et, en particulier, du soldat John Henry Witton, du régiment Royal-Sussex. L'autre déclaration émanait du caporal William Anderson Nealy, du Royal-Signals. Ces documents avaient été transmis à Smirnov par le ministère public britannique. Voyez TMI VII, p. 597-601, pour les débats et TMI XXXIX, p. 463-464, pour le document Mazur URSS-196. Les autres documents à consulter sont URSS-197, 264, 272. A la page 601, Smirnov déclare :

Je dépose maintenant quelques fragments du savon en question, soit mi-fini, soit terminé : voici un petit morceau de savon qui est resté emmagasiné plusieurs mois, il rappelle le savon de ménage le plus ordinaire.

Il est cependant à noter qu'il n'y a pas eu d'expertise chimique et que les auteurs des déclarations sous serment n'ont pas été convoqués ni interrogés puis contre-interrogés.

Le 27 juillet 1946, l'avocat général britannique Hartley Shawcross déclara dans son réquisitoire final à propos des Allemands :

A l'occasion, les corps de leurs victimes furent employés à pallier le manque de savon dû à la guerre (document URSS-272) (TMI XIX, p. 530).

Le 1^{er} octobre 1946, dans le jugement clôturant le procès, le tribunal dit que les Allemands avaient fait « des essais en vue de se servir de la graisse des victimes pour la production industrielle de savon » (TMI I, p. 265-266).

Les juges du tribunal de Nuremberg ont donc tenu pour acquis que les Allemands avaient fabriqué ou tenté de fabriquer du savon à partir de graisse humaine.

Pendant la guerre, en 1943, des représentants du comité juif antifasciste, fondé en 1942 à Moscou, firent une tournée aux Etats-Unis en vue d'y récolter des fonds pour l'URSS. De grands meetings eurent lieu dans de nombreuses villes américaines. A chacun de ces meetings, l'acteur Salomon Mikhoëls « montrait au public une savonnette faite avec de la chair humaine juive et ramenée d'un camp de concentration » (voyez Gérard Israël, *Jid, les Juifs en URSS*, éd. Jean-Claude Lattès, 1971, p. 203).

Après la guerre, des morceaux de « savon juif » furent enterrés dans des cimetières juifs d'Europe ou d'Israël ou montrés dans des expositions : à Polticieni (Roumanie), au cimetière de Haïfa, à l'Institut historique de Varsovie, à la « Kaznelson-House » du kibboutz des combattants du ghetto en Israël, à l'Institut Yivo de New York, à la cave de l'horreur (« Keller des Grauens ») au Mont-Sion. Voyez, pour Haïfa, un article de Pierre (Weil) Joffroy dans *Paris-Match*, 3 novembre 1956, p. 93 et, pour le reste, les sources citées par Ditlieb Felderer dans *Bible Researcher*, Revisionist History, octobre 1979, p. 1. Une pierre tombale porte l'inscription suivante en hébreu et en anglais :

Ci-gisent des morceaux de savon faits de la chair et du sang de nos frères que les barbares nazis ont inhumainement torturés à mort dans les années 1939-1945 (*White Power*, nov.-déc. 1980, p. 11).

Simon Wiesenthal a raconté en détail l'histoire des morceaux de savon enterrés au cimetière de Polticieni. Il dit qu'avaient été recueillis tous les savons portant l'inscription « RIF », entendue comme étant le sigle de « Rein Jüdisches Fett », soit : pur savon juif (voyez : Simon Wiesenthal, « RIF », *Der Neue Weg*, 1946, n° 17-18, p. 4-5).

Du savon juif aurait été enterré dans le cimetière de la ville de Sighet, patrie d'Elie Wiesel (voyez : *The New York Times*, 9 déc. 1986, p. A9).

L'*Encyclopaedia Judaica* présente à l'article « Poland » (vol. 13, p. 761-762) une photo dont la légende dit en anglais : « Une usine de savon allemande près de Danzig. »

Le 11 avril 1983, à la cérémonie d'ouverture du rassemblement américain des survivants juifs de l'holocauste (*American Gathering of Jewish Holocaust Survivors*), le rabbin Arthur Schneier, de New York, déclara :

Nous avons en mémoire les pains de savon marqués des initiales RJF — Rein Jüdisches Fett — faits des cadavres de nos bien-aimés.

Ludo Van Eck reproduit une photo portant pour légende : « Vue extérieure de la savonnerie » et un récit « basé sur le témoignage de Zofia Nalkowska » dans lequel il est dit comment le professeur allemand Spanner fabriquait le savon auquel il donnait le nom de « Koitek, nom de la

filles avec laquelle il couchait » (voyez *Le Livre des Camps*, Leuven (Belgique), 1979, p. 247-249).

Le 24 février 1986, en réponse à la lettre d'un particulier, la Fondation Auschwitz (Rue des Tanneurs, 65, B-1000 Bruxelles), sous la signature de Yannis Thanassekos, répondait « évidemment par l'affirmative » : le savon humain était une réalité, d'ailleurs établie au procès de Nuremberg.

Raul Hilberg est le plus important des historiens juifs de l'holocauste. Il ne croit pas à la réalité du savon juif. Pour lui, il s'agit d'une rumeur. Il dit que le document sur lequel Smirnov, puis Shawcross et enfin les juges du Tribunal militaire international de Nuremberg ont fondé leur accusation ne spécifiait nullement qu'il s'agissait de graisse humaine. Il dit aussi que la rumeur du savon est allée jusqu'à trouver la caution du juge SS Konrad Morgen qui, devant un tribunal américain, a prétendu que Dirlwanger avait fait tuer de jeunes juives par piqûres de strychnine, découper leurs corps en petits morceaux, mélanger ceux-ci avec de la viande de cheval et fait bouillir le tout pour en obtenir du savon. Il cite une source selon laquelle, après la guerre, les Polonais boycottaient le savon parce qu'ils croyaient que ce savon avait été fabriqué avec de la graisse humaine. Il rappelle que :

Des pains de savon, prétendument fabriqués à partir de la graisse de Juifs morts, ont été conservés en Israël et à l'Institut Yivo de New York.

Voyez *The Destruction of the European Jews*, Chicago, Quadrangle Books, (1961) 1967, p. 623-624, et, dans la nouvelle édition en trois volumes, New York, Holmes & Meier, 1985, p. 966-967.

De son côté, l'Institut d'histoire contemporaine de Munich considère, lui aussi, comme une légende l'histoire du savon fait à partir de cadavres des camps de concentration (voyez la lettre du Dr Lothar Gruchmann à Hans Drechsel en date du 11 mars 1983).

Georges Wellers est le directeur scientifique du Centre de documentation juive contemporaine de Paris et le directeur du *Monde Juif*, publication de ce centre. Dans une lettre en date du 31 août 1983 à un correspondant étranger, il écrit :

La fabrication du savon à partir de la graisse humaine appartient à la catégorie des "bobards" qui circulaient déjà dans les camps. Je l'ai entendu à Auschwitz, comme probablement Pioro. — Cependant il n'existe pas la moindre preuve de la réalité de cette sinistre légende [...] il s'agit d'un produit d'une imagination plus ou moins démentielle qui est exploitée par les néo-nazis et qui n'ajoute rien à la réalité déjà suffisamment folle et cruelle.

S'il faut en croire Gitta Sereny, les responsables allemands de l'investigation des « crimes nazis » (*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung NS-Verbrechen*), travaillant à Ludwigsburg sous la direction du procureur Adalbert Ruckerl, infirmaient dès avant 1974 l'histoire du savon juif (voyez *Into that Darkness*, Londres, Andre Deutsch, 1974, p. 141).

Les auteurs révisionnistes affirment que le savon juif est une légende qui ressemble à d'autres légendes comme celle des chambres à gaz homicides : pas de matérialité des faits, pas d'expertise technique, confusions de toutes sortes, à commencer par les initiales RIF qui signifiaient en fait : *Reichsstelle für industrielle Fettversorgung* (Office du Reich pour l'approvisionnement industriel en matières grasses).

Le 23 avril 1986, la même personne, qui avait reçu de la Fondation Auschwitz, sise à Bruxelles, confirmation de ce que le savon humain avait bien été une réalité, recevait de Georges Wellers la réponse suivante :

La rumeur concernant la fabrication industrielle du savon à partir de la graisse humaine, qui circulait dans certains camps, est le produit d'une lugubre imagination sans aucun fondement réel, née au milieu des horreurs des camps.

Deborah Lipstadt enseigne l'histoire juive moderne à l'Université de Californie de Los Angeles. Elle écrit :

Le fait est que les nazis n'ont jamais utilisé les cadavres de Juifs ou de qui que ce fût d'autre en l'espèce, pour la production de savon. La rumeur du savon était courante à la fois pendant et après la guerre. Elle peut avoir eu son origine dans l'histoire d'atrocité, remontant à la première guerre mondiale, de l'usine à cadavres. Les lettres « RJF » (en réalité : « RIF », ndlr) représentaient probablement le nom de l'usine qui fabriquait le savon. Après la guerre, la rumeur du savon a été minutieusement étudiée et elle s'est révélée fausse (*Los Angeles Times*, 16 mai 1981).

Mais l'histoire du savon trouve encore ses défenseurs. C'est le cas du germaniste Joseph Rovan, professeur à l'Université de Paris III, qui déclarait encore en 1984 que, pour Hitler, les juifs étaient à Auschwitz « de la matière première pour savonnets » (*Comment s'écrit l'Histoire [...] Les chambres à gaz ont existé*, X^e Colloque de la Fraternité Edmond-Michelet (Brive, 12-14 octobre 1984), Mairie de Brive éd., 1986, p. 29). Tout récemment le journal *Le Monde* reproduisait sous la signature de Pierre Drachline le fragment d'un poème censé résumer pour le poète juif Pierre Valet l'horreur de ce siècle :

Le vieux mourut dans la boue de Champagne.

Le fils mourut dans la crasse d'Espagne.

Le petit s'obstinait à rester propre :

Les Allemands en firent du savon.

(« Le Moraliste du chaos »

Le Monde, 13 février 1987, p. 15).

QUESTIONS AUX HISTORIENS

1. L'histoire du savon juif est-elle vraie ou fausse ?
2. Cette accusation est-elle fondée ou constitue-t-elle une calomnie ?
3. D'où vient qu'aux procès de Nuremberg (aussi bien celui conduit par les Américains avec les Britanniques, les Soviétiques et les Français, que ceux conduits par les Américains seuls) personne n'ait exigé une expertise technique : ni les accusés, ni leurs avocats, ni l'accusation, ni les juges et que personne ne semble avoir remarqué ce fait ni chez les journalistes, ni chez les historiens, ni chez les légistes ?
4. Comment se fait-il qu'à l'un de leurs procès (Procès XI, p. 4075-76) les Américains aient trouvé un magistrat SS, Konrad Morgen, pour venir déposer en faveur de la réalité de l'histoire du savon ? Il est à noter que c'est le même Konrad Morgen qui a attesté de l'existence des

chambres à gaz d'Auschwitz, en les localisant à 7 (sept) reprises à Monowitz où il est maintenant clair pour tout le monde qu'il n'y eut jamais de chambres à gaz mais seulement de grandes usines (TMI XX, p. 535-546).

5. Pourquoi la Fondation Auschwitz, de Bruxelles, et le Centre de documentation juive contemporaine, de Paris, sont-ils en totale contradiction sur ce point d'histoire tout en présentant un trait commun : ni d'un côté, ni de l'autre, on ne propose vraiment de preuve à l'appui de sa réponse ? Est-ce à dire qu'à Bruxelles on aurait du mal à fournir des preuves et qu'à Paris on craindrait, en montrant comment s'est formée et maintenue une rumeur, de dévoiler comment se sont formées d'autres rumeurs comme, par exemple, celle des chambres à gaz ou des camions à gaz ?

6. Y a-t-il une différence entre, d'une part, les usines de cadavres transformés en savon ou en engrais par les chimistes « boches » de la première guerre mondiale (aujourd'hui on admet que c'était un mensonge des Alliés) et, d'autre part, les usines de mort par le gaz des chimistes « nazis » de la seconde guerre mondiale avec la transformation des cadavres en savon ou en engrais ?

7. Pourquoi nous demande-t-on de croire ou de ne pas croire sous peine d'être soupçonnés des plus noirs desseins (défendre les « Boches », les « Nazis »...) et ne nous permet-on pas de douter, de chercher, de trouver et de publier ce qui a été trouvé ?

8. La Fondation Auschwitz devrait-elle poursuivre le Centre de documentation juive contemporaine en justice, et vice versa, pour « falsification de l'histoire » ?

CONCLUSION : A supposer que les chambres à gaz n'aient pas plus existé que le savon juif, faut-il le dire ou le cacher ?

Lyon, février 1987.

